

L'information est une arme au service de la paix. Sa diffusion est un acte de résistance
Dénoncer ne suffit plus, il faut expliquer, informer, transmettre
Les médias occidentaux dans leurs larges majorités ont de tout temps accepté les versions de l'armée
israélienne et ferment les oreilles aux autres sources.

Journal de Palestine

Dossier

N° 467 du 03.07

Par C. De Broeder et M. Lemaire

Vous retrouverez ce journal

a) sur mes blog :

<http://www.dhblogs.be/categories/International.html>

<http://www.lalibreblogs.be/categories/International.html>

b) sur le site : www.palestine-solidarite.org à cette adresse : http://www.palestine-solidarite.org/Journaux_Palestiniens.htm

c) sur le site de Robert Bibeau : : <http://www.robertbibeau.ca/palestine.html>

NB : Si vous voulez-me contacter ou obtenir le Journal par mail une seule adresse : fa032881@skynet.be

Sommaire

Tiré a part

Amnesty - Ils ont osés : "Plomb durci" contre Gaza : Bourreau et victime sur un pied d'égalité.

1 Médias et Manipulation de l'opinion / Vidéos

1-1 Paul-Éric Blanrue : Sarkozy, Israël et les juifs.

1-2 Max Blumenthal : Le front de la haine.

2 Les brèves

2-1 Faouzi Barhouli : Salam Fayyad "n'a aucun droit à parler d'unité nationale".

2-2 Méchaal rejette l'Etat palestinien tel que le propose Israël.

2-3 La collaboration avec Israël est sévèrement punie en Cisjordanie.

2-4 Pour Israël, l'impunité prévaut.

2-5 Le bal des hypocrites, ou comment devenir la victime.

2-6 Israël met en vente des propriétés de réfugiés palestiniens de 1948.

2-7 Usa-Israël : L'impérialisme est toujours là.

2-8 Jérusalem-Est: des Palestiniens contraints de démolir eux-mêmes leur maison !.

2-9 Bil'in continue sa lutte contre deux compagnies impliquées dans la construction de colonies israéliennes.

2-10 La manifestation de Bi'in marquée par la présence de Naomi Klein.

3 Dossier

3-1 Yael Anci : [Netanyahou disposé à accepter un Etat palestinien démilitarisé vivant aux côtés de l'Etat juif.](#)

3-2 El Watan : Benyamin Netanyahou : Toujours l'arrogance !

3-3 Brahim Senouci : La Palestine de Netanyahu ou le couteau de Lichtenberg.

3-4 Juan Miguel Muñoz : Les Palestiniens et les pays arabes rejettent le discours de Netanyahu.

3-5 Daniel Vanhove : N'est-il pas temps de revoir – enfin sérieusement – la plan de partage de la Palestine ?

3-6 Entretien avec Thierry Meyssan : «Les cinq millions de juifs, les neuf millions de Palestiniens, et les autres populations de Palestine, doivent se retrouver au sein d'un État unique sur le principe « un homme, une voix ».

3-7 Sattar Kassem : Des Forces de sécurité palestinienne au service d'Israël.

3-8 John Pilger : Obama : Le sourire du tigre.

3-9 Juan Miguel Muñoz : Face à la crise iranienne, le Hezbollah et le Hamas restent prudents.

Tiré a part

Amnesty - Ils ont osés : "Plomb durci" contre Gaza : Bourreau et victime sur un pied d'égalité.

Dans un rapport publié ce jeudi 02 juillet 2009, Amnesty International accuse Israël et le Hamas d'avoir "violé les lois humanitaires internationales" lors de l'Opération "Plomb durci". Les deux parties jugent que ce rapport n'est pas "équilibré".

Amnesty International a publié jeudi un rapport accablant sur l'offensive israélienne à Gaza menée en décembre-janvier, accusant à la fois Israël et le Hamas d'avoir "violé les lois humanitaires internationales" en s'attaquant à des civils.

Le rapport, intitulé "Opération plomb durci : 22 jours de morts et de destruction à Gaza", est un véritable acte d'accusation contre Israël et son armée, confirmant le bilan (des services de santé palestiniens) de 1400 Palestiniens tués et quelque 5000 blessés et le fait que de larges secteurs de la bande de Gaza ont été détruits. L'organisation accuse l'armée israélienne de n'avoir pas "distingué entre cibles civiles et militaires" alors qu'elle ne pouvait ignorer la présence de civils dans les secteurs visés, avec pour résultat la "mort de centaines de civils désarmés dont 300 enfants, 115 femmes et 85 hommes âgés de plus de 50 ans".

Elle accuse en outre l'armée israélienne de s'être servie de civils, y compris d'enfants, comme "boucliers humains" en les forçant à rester à proximité de positions qu'elle occupait ou même de les avoir obligés à examiner des objets suspects risquant d'être piégés.

Elle accuse aussi le Hamas et les groupes armés palestiniens d'avoir tiré des centaines de roquettes contre le territoire israélien, qui ont fait trois morts civils, alors que six militaires étaient tués lors de l'opération, et provoqué un exode de centaines de milliers d'habitants du sud d'Israël.

L'armée israélienne et le Hamas ont dénoncé jeudi le rapport d'Amnesty les accusant de "crimes de guerre" lors de l'offensive israélienne à Gaza en décembre-janvier.

"Le ton général du rapport démontre que l'organisation a succombé aux manipulations du Hamas, une organisation terroriste", a affirmé le porte-parole de l'armée israélienne dans un communiqué.

Ce rapport "n'est pas équilibré", a dit le porte-parole arguant qu'il ne tient pas compte des "neuf années durant lesquelles le Hamas a constamment tiré des roquettes vers un quart de millions d'Israéliens. Il présente un point de vue déformé des lois de la guerre qui ne correspondent pas aux règles appliquées par les Etats démocratiques en lutte contre le terrorisme".

"Le rapport ignore les efforts déployés par l'armée israélienne pour éviter au maximum que soit porté atteinte à des civils non-combattants", a-t-il souligné en accusant le Hamas "d'avoir mené des opérations à partir de zones densément peuplées en utilisant la population comme bouclier humain".

A Gaza, le porte-parole du Hamas Sami Abou Zouhri a également rejeté les conclusions du rapport affirmant qu'il n'était "ni équitable ni équilibré".

"Il a porté de fausses accusations à l'encontre du Hamas tout en réduisant la gravité des crimes commis par l'occupant israélien. Il vise à brouiller les cartes et offrir une opportunité pour masquer l'ampleur des crimes israéliens", a déclaré Abou Zouhri lors d'une conférence de presse.

"Il met bourreau et victime sur le même pied d'égalité", a-t-il ajouté. "Le Hamas considère que ce rapport n'a pas été préparé d'une manière professionnelle car il accuse le Hamas sans avoir rencontré sa direction à propos de ces allégations".

Tout en estimant que le rapport "contient une claire condamnation de l'occupation", Abou Zouhri a affirmé que le document "omet l'ampleur de la destruction et des graves crimes commis par l'occupation à Gaza et qui ont été retransmis en direct sur les télévisions du monde".

Dans ce rapport de 117 pages, qui constitue la première étude approfondie sur cette guerre, l'organisation de défense des droits de l'homme renouvelle son appel à un embargo "total et immédiat" sur les armes à destination aussi bien d'Israël que des islamistes du Hamas qui contrôlent Gaza et des autres groupes armés palestiniens. Elle demande à la communauté internationale de "soutenir sans réserve la mission" du Conseil des droits de l'Homme de l'Onu chargée d'enquêter sur l'opération, mission qu'Israël boycotte. Amnesty International demande enfin aux différents Etats de par le monde d'engager des poursuites judiciaires pour "crimes de guerre" et "d'arrêter leurs auteurs suspects".

(Jeudi, 02 juillet - Al-Oufok a vec les agences de presse)

Non au terrorisme de l'Etat d'Israël

<http://www.aloufok.net/spip.php?article2>

<http://www.aloufok.net:80/spip.php?article680>

1 Médias et Manipulation de l'opinion / Vidéos

1-1 Paul-Éric Blanrue : Sarkozy, Israël et les juifs.

Le livre choc de Blanrue, introuvable dans les librairies françaises car non distribué, est disponible sur la librairie du Réseau Voltaire dès maintenant !

Combattez la pensée unique... Achetez-le dès aujourd'hui et recevez-le chez vous en exclusivité. (16.00EUR)
Historien, [Paul-Éric BLANRUE](#) a fondé en 1993 le Cercle zétélique, association promouvant l'esprit critique et se proposant d'enquêter avec méthode sur tous les sujets relevant de l'extraordinaire, tant en science qu'en histoire. Collaborateur régulier de la revue Historia, il a récemment écrit [Le monde contre soi : Anthologie des propos contre les Juifs, le judaïsme et le sionisme](#) (avec Yann Moix, 2007), [Carla et Nicolas, Chronique d'une liaison dangereuse](#) (avec Chris Lafaille, 2008), et [Le Joueur : Jérôme Kerviel, seul contre tous](#) (aussi avec Chris Lafaille, 2008). Partageant sa vie entre Paris et Venise, Blanrue aime ouvrir les dossiers brûlants...

RÉSUMÉ

Aujourd'hui, en France, parler d'Israël avec sérénité et franchise est devenu impossible.

La question est taboue. Quiconque se permet de critiquer l'État juif risque d'être qualifié d'antisémite. Dans la « patrie des Droits de l'Homme et de la liberté d'expression », un délit d'opinion, en politique et en histoire, est établi. En lieu et place de la discussion libre, une dictature de la pensée unique a été instaurée...

C'est en 1967, par la voix du président Charles de Gaulle, que la France prit pour la première fois ses distances avec Israël. Sous le régime précédent, ce pays avait bénéficié de grands privilèges, puisque c'est grâce à la IV^e République que l'État juif avait acquis la bombe atomique. Les présidents français qui succédèrent au général s'efforcèrent, à son image, de maintenir l'équilibre entre les parties en présence, palestiniennes comme israéliennes.

Mais tout changea soudain en 2007, avec l'élection à la présidence de la République de Nicolas Sarkozy. Celui-ci avait longtemps été à la tête d'un parti qualifié de « gaulliste ». Mais, sur la question d'Israël, il tourna résolument le dos à la position défendue par le général. Prônant désormais la défense quasi inconditionnelle d'Israël, Sarkozy met aujourd'hui en oeuvre une politique qui est l'image inversée de celle du fondateur de la Ve République. Pour lui, toute critique d'Israël serait un signe d'antisémitisme.

Historien spécialisé dans les mystifications, Paul-Éric Blanrue refuse de verrouiller sa pensée. L'objectif de son livre est de participer à la prise de conscience du danger que représente la nouvelle politique étrangère française. Paul-Éric Blanrue nous ouvre les yeux sur les aspects déjà périmés des choix étranges de Nicolas Sarkozy.

Il dévoile pourquoi le président français s'est engagé dans une voie qui va contre les intérêts de son pays et risque d'entraîner bientôt la France dans des conflits majeurs, au Liban, en Iran ou ailleurs.

Il décrit un par un les réseaux pro-israéliens qui servent cette stratégie, démontre leur puissance, signale leur aveuglement et fournit les noms des principales personnalités qui en font partie.

Il récuse l'assimilation faite systématiquement entre judaïsme et sionisme. Il appelle les juifs de France à se défaire d'urgence de leurs porte-voix officiels, qui ne représentent tout au plus qu'un sixième d'entre eux, et les encourage à se rebeller contre une politique qui, à terme, se révélera désastreuse pour eux comme pour tous les Français.

L'auteur avance enfin des propositions qui font revivre la hardiesse traditionnelle de la pensée critique française et qui peuvent à nouveau souder les Français dans un projet généreux, pour en finir avec le communautarisme imprudemment importé des États-Unis.

Derniers livres de l'auteur :

[Le Monde contre soi](#)

[Anthologie des propos contre les Juifs, le judaïsme et le sionisme](#)

[Carla et Nicolas, Chronique d'une liaison dangereuse](#)

[Le Joueur : Jérôme Kerviel, seul contre tous](#)

EXTRAITS

Voici 3 courts extraits du livre (les notes n'apparaissent pas ci-dessous)

1er extrait,

tiré de l'introduction :

... La France est-elle devenue un pays aligné sur la politique israélienne, comme elle est en passe de l'être sur la politique américaine ? Manifestant un intérêt soutenu pour toute forme de désinformation passée et présente, auteur d'un article théorique sur le « souverainisme de libération » dans lequel je prône le maintien de l'indépendance nationale en tant qu'elle constitue un bastion contre l'entreprise d'homogénéisation mondiale, je note que la question se pose pour nombre de mes contemporains, quelles que soient leurs confessions et leurs orientations politiques. Mais manifestement, c'est un sujet qui n'a pas l'heur de plaire à l'Élysée, puisque Nicolas Sarkozy évite de présenter le problème en ces termes et choisit, sans jamais expliquer pourquoi, de rendre équivalents l'antisionisme et l'antisémitisme, une tactique peu coûteuse destinée à foudroyer ses adversaires, qui désormais tremblent de peur d'être rangés à vie dans une catégorie infamante lorsqu'ils critiquent New York ou Tel Aviv. Le sentiment de culpabilité tue les meilleures âmes.

Le piège est ainsi fait que risquent d'être soupçonnés d'antisémitisme (ou, la formule, d'être un « juif honteux » si l'intéressé est de confession juive) : l'historien qui rappelle qu'en 1933, des sionistes ont signé avec les nationaux-socialistes « un accord de coopération déterminant un transfert de population et de capital » ; celui qui souligne qu'en Israël, la Israel Land Authority (ILA) ne cède la terre qu'aux seuls juifs (« Pour cette raison, 93% des terres d'Israël ne sont pas accessibles aux non-juifs », écrit Lucas Catherine, spécialiste du monde arabe) ; le laïc qui critique l'existence d'un État confessionnel interdisant sur son sol les mariages entre juifs et membres d'autres religions ; l'humaniste qui rappelle que les Palestiniens bénéficient de la citoyenneté mais non de la nationalité israélienne ; l'homme politique, qui, tel le prix Nobel de la paix et ancien président des États-Unis

Jimmy Carter, qualifie Israël de pays d'apartheid ; ou encore une organisation telle que l'ONU, qui, en 1975, déclara que « le sionisme est une forme de racisme et de discrimination raciale ». (Résolution 3379, retirée en 1991.)

En France, tout débat sur les relations avec Israël est devenu tabou.

L'évolution récente est une remise en cause de quarante ans de diplomatie française mesurée. Les citoyens devraient pourtant avoir le droit, au terme d'un débat démocratique loyal, au cours duquel la parole serait libre et les faits exposés avec franchise, de connaître le chemin qu'emprunte leur pays. Ils pourraient, ainsi, mesurer avec plus d'objectivité qu'à présent, les changements d'alliance en cours et prendre conscience des bouleversements qu'une telle évolution entraîne pour eux et leurs enfants. ...

2e extrait:

(pages 59 et 60, chapitre 3 : "L'homme des réseaux américains")

... Les représentants de la communauté juive française, c'est bien ; les réseaux sionistes américains, c'est mieux, beaucoup mieux. Plus puissants, bien rodés, très actifs, ils peuvent contribuer à façonner l'opinion et contrôler le discours public. Une politique peut être menée à son terme ou stoppée net, en fonction de l'appui ou de la condamnation que leur apportent ces organismes.

L'épais ouvrage que les deux universitaires américains Mearscheimer et Walt leur ont consacré a démontré de manière implacable leur capacité de mobilisation et le rôle déterminant qu'ils jouèrent dans la politique américaine au Moyen-Orient, lors de l'invasion de l'Irak, de la confrontation avec l'Iran et la Syrie et dans la guerre au Liban, en juillet 2006. Le soutien de ce lobby (ici, le mot trouve sa pleine justification) peut s'avérer décisif pour un homme ambitieux à la conquête du pouvoir, même s'il n'est pas de nationalité américaine.

Bien avant d'être élu président, Sarkozy choisit ainsi de faire cause commune avec eux. Selon Le Monde, le « contact entre M. Sarkozy (NdA : alors ministre de l'Intérieur) et l'AJC (NdA : l'American Jewish Committee, le Comité juif américain, fondé en 1906) s'est établi en octobre 2003, quand il a reçu une délégation de cette organisation américaine, venue lui demander ce que le gouvernement français faisait contre l'antisémitisme ». Avait-il déjà en tête la présidentielle de 2007 ? C'est plus que probable.

Pour le CRIF, l'AJC est « l'une des organisations américaines les plus importantes ». Selon les propres mots de l'AJC, fort de « plus de 125 000 membres et amis » et possédant « des bureaux dans trente-trois États des États-Unis et huit bureaux dans le reste du monde, dont six en Europe (Paris, Berlin, Bruxelles, Genève, Rome et Varsovie), cet organisme dispose d'une grande influence sur la scène internationale ». L'un des buts principaux de cette organisation est de défendre Israël et de lutter contre l'antisémitisme.

Pour ses adversaires, il s'agit d'un « lobby qui n'est ni juif, ni américain, en ce qu'il ne sert ni les intérêts des Juifs en général, ni ceux des Américains, ni ceux des Américains juifs, mais uniquement la politique de l'axe gouvernemental américano-israélien ». Ce qui reste certain, c'est qu'il a, de son propre aveu, un grand pouvoir, et pas seulement sur le territoire américain puisqu'il se pique de peser sur le sort de la communauté juive dans les pays d'Europe, dont celle de la France.

En 2003, l'AJC mena une rude campagne contre l'antisémitisme en Europe : « Israël a été largement dépeint en Europe comme un "agresseur" qui "foule aux pieds" les droits des Palestiniens "opprimés" et "sans État" », se plaignait alors David A. Harris, son directeur exécutif. « Cette attitude est devenue d'une certaine manière une nouvelle forme d'antisémitisme ». Il ciblait particulièrement la France : « En réalité, la France a manqué à ses responsabilités d'assurer la protection de ses citoyens de l'automne 2000 à l'été 2002 ».

Harris s'était beaucoup impliqué dans le passé pour soutenir la cause des juifs en Union soviétique ; il était aussi l'un de ceux qui avaient le plus combattu la résolution antisioniste adoptée par l'ONU en 1975.

Le président Chirac récusait avec fermeté ses accusations contre notre pays. Il se rendit en force aux États-Unis. Accompagné de Simone Veil, membre du Conseil constitutionnel et ancien ministre, d'Ady Steg, président de l'Alliance israélite universelle, de Roger Cukierman, président du CRIF et de David de Rothschild, président du Fonds social juif unifié (FSJU), il rencontra, au consulat général de France, à New York, les représentants de la communauté juive américaine et leur assura que la France n'était pas un pays antisémite, jugeant cette accusation « injuste ».

Loin de tenir grief à l'AJC des propos peu amènes qu'il avait proférés contre la France, Nicolas Sarkozy, en avril 2004 (à peine nommé ministre de l'Économie, des Finances et de l'Industrie dans le troisième gouvernement Raffarin), se rendit à Washington pour un déjeuner donné en son honneur par cet organisme. Ce repas était un signe d'élection, à tout le moins. .

3e extrait : Où il est question de BHL

(Pages 165-6 du chapitre 7 : "Culture et dépendance")

... Présenté par Serge Halimi comme « ami des milliardaires, libéral, proaméricain, gestionnaire avisé de sa propre fortune (immense) et vieux routier du show-business intellectuel », cet ancien élève du marxiste Louis Althusser a, par une singulière coïncidence, de nombreux amis communs avec Nicolas Sarkozy (tous deux ont grandi à Neuilly), comme les grands patrons Lagardère ou Pinault. Son père, André, riche industriel, fonda ainsi la Becob, une société d'importation de bois africains rachetée par le groupe Pinault-Printemps-Redoute en 1997. François Pinault est non seulement son ami, mais aussi le patron des magasins FNAC et de l'hebdomadaire *Le Point*, où BHL est éditorialiste. Celui-ci « n'a jamais hésité à orienter ses tribunes de presse dans le sens de leurs intérêts d'industriels », ajoutait Halimi.

Ses ennemis sont également les mêmes que ceux que le système dominant adopté par Sarkozy rejette ; citons, dans le désordre, le souverainiste Jean-Pierre Chevènement, l'anti-impérialiste Noam Chomsky, le réalisateur Michael Moore, l'essayiste Rony Brauman, le philosophe Alain Badiou, l'écrivain Régis Debray, le dramaturge

Harold Pinter, bref tous ceux qui tentent d'exercer sur l'actualité israélienne une « hygiène préventive du jugement », pour reprendre l'expression de Jean Rostand.

L'idéologie que diffuse BHL se retrouve sous chaque pavé de Saint-Germain-des-Prés. Pour bien en saisir les linéaments, il convient de savoir qu'elle s'inspire, en outre, de l'oeuvre du philosophe franco-israélien d'origine lithuanienne Emmanuel Levinas, disparu en 1995, dont la métaphysique mena Lévy et un autre philosophe parisien, Alain Finkielkraut, à voir en lui une sorte de prophète contemporain. En 2000, avec Benny Lévy, l'ancien secrétaire de Jean-Paul Sartre, qui avait quitté la direction de la maoïste Gauche prolétarienne pour revenir dans le giron du judaïsme traditionnel, ils fondèrent l'Institut des études lévinassiennes à Jérusalem et à Paris, dont l'existence est un véritable « miracle » selon BHL, dû « à la présence, en chacun de nous, du nom, du visage, des textes de Lévinas ». Leur référence commune est le Talmud, une compilation de discussions rabbiniques assez obscures.

Vu la nature religieuse de l'un des textes fondateurs de leur pensée, il est bien normal que, dans leurs discours, la raison s'efface devant le style prophétique. Pour ces auteurs, les faits, devenus superfétatoires, font place aux exhortations ; à l'analyse, ils préfèrent les lamentations apocalyptiques dignes de l'Ancien testament. Dans ce système, l'évaluation morale devient le critère suprême, sans qu'on ne sache jamais, hélas, sur quoi se fonde cette morale qu'on jurerait à sens unique, ni quelle est sa légitimité à trancher par avance tout débat en deux portions d'inégale valeur.

On peut se souvenir, à cette occasion, que Nicolas Sarkozy interdit lui aussi, lors d'un discours mémorable, de tenter « d'expliquer l'inexplicable » (l'antisémitisme) ; il s'agissait du même type de posture. Ne pas réfléchir, mais interdire et sermonner, en somme l'exact contraire de ce que recommandait Spinoza dans le livre III de son *Éthique* : ne pas haïr, ne pas railler, mais comprendre.

Le mot grec ancien de « mystère » signifiait d'abord ce qui est muet, ou la représentation de ce dont on ne parle pas, de l'indicible ; la question autour d'Israël est donc élevée ou abaissée, si l'on parle en avocat de la raison, au rang d'un « mystère » : il n'en faut rien dire. C'est ce « sommeil de la raison », pour reprendre un tableau de Goya, qui « produit des monstres » dont la Palestine est le champ de manoeuvre.

Le nouvel ennemi déclaré de cette catégorie de philosophes, autrefois qualifiés de « nouveaux » ? Le « fascismlamisme », comme l'intitula BHL (Prix littéraire du B'nai Brith européen en 1991) dans l'un des ses derniers livres. Peu importe si ce néologisme ne repose sur rien de concret ni de sensé ; il y en aurait d'autres. L'essentiel est de soutenir Israël, considéré comme en état de légitime défense permanent, et d'en renforcer jour après jour les assises, lesquelles, il est vrai, comptent un certain nombre de failles. ...

http://www.voltairenet.org:80/librairie/product_info.php?cPath=26&products_id=90&language=fr

en cliquant sur ce lien vous pourrez visionner les 5 vidéos dont on parle en fin d'article

1-2 Max Blumenthal : Le front de la haine.

Le réalisateur de cette vidéo, [Max Blumenthal](#), écrit :

La veille du discours du président Barack Obama adressé au monde musulman depuis le Caire, je suis sorti dans les rues de Jérusalem avec mon ami [Joseph Dana](#) pour interviewer de jeunes Israéliens et des juifs étasuniens, afin d'avoir leurs réactions.

Nous avons rencontré de petits groupes de jeunes excités imbibés de bière, dont beaucoup venaient des États-Unis. ous, ils étaient impatients de décharger leur haine viscérale, et même violente, envers Barack Obama et sa politique à l'égard d'Israël.

D'habitude, j'accompagne mes reportages vidéos d'un bref commentaire, mais celui-là s'en passe tout à fait. Dit simplement, certaines séquences font partie des plus choquantes que j'ai jamais filmées. Jugez-en par vous-même. (*Attention, le langage employé dans certains passages est susceptible de choquer à peu près tout le monde*)

Note : sans forcément comprendre l'anglais, la simple attitude des intervenants, leur regard haineux et leur haleine suintant la haine (et la Budweiser) nous donnent une idée des propos tenus. Pour nos lecteurs non anglophones, relevons quelques propos édifiants qui vaudraient à un Iranien ou à n'importe quel Musulman un lever de bouclier de la part du monde occidental, avec condamnation générale suivie d'une intervention militaire :

À propos d'Obama :

He's a fuckhead, I don't know politics but he's a shithead... Anyone who wants to take away my gun rights is an asshole. He's an asshole that deserves to get shot :

C'est un connard, j'y connais rien en politique mais c'est un enfoiré... tous ceux qui veulent interdire le port des armes sont des trous du cul. C'est un trouduc' qui mérite de se prendre une balle.

Go fuck himself : Qu'il aille se faire foutre

White power, fuck the niggers : le pouvoir aux blancs, on emmerde les négros

He does care about Jews and he does care about the Arabs, the thing is he doesn't understand this country is ours :

Il se soucie des juifs et aussi des Arabes, mais il ne comprend pas que ce pays est à nous.

"Oh, he's a muslim for sure, and who knows if he was even born in the United States. We haven't seen his birth certificate yet. Bullshit! He's not from the US. He's, like, a terrorist.... I'm a political science major so, like—"

"So you know your shit."

"I know my shit." "Do you know who Benjamin Netanyahu is?"

"No.... I don't know who he is. Isn't he Prime minister or something ? Who's Benjamin Yahoo? :

- Oh, c'est un musulman, c'est clair, et on sait même pas s'il est né aux États-Unis.

On n'a pas vu son certificat de naissance. Que des conneries ! Il ne vient même pas des US. C'est un... un terroriste. J'ai un diplôme en sciences politique alors...

- Alors vous savez de quoi vous parler.

- Oui, je sais de quoi je parle.

- Savez-vous qui est Benjamin Netanyahu ?

- No... je ne sais pas qui c'est... il est pas Premier ministre, un truc comme ça ? Qui est Benjamin Yahoo ?

"You're all about talking to the Arabs," "You're going to Cairo making a speech to the Muslim world trying to get them to love you, what about the Jews, man? What are we, chopped liver? You don't care about us. Are we nothing to you? Do we matter? Do you care if we get driven into the sea? Do you care if we get nuked? Are we even... ugh... do you care about us?!"

"My grandmother was in Auschwitz, Obama," he adds. "We're not going to take any Nazi bullshit! Listen, Obama, my grandma's number was 1268493, I remember her number on her arm, dude. And listen, never again will we deal with this, never again!" :

Tu penses qu'à parler aux Arabes.

Tu vas au Caire pour faire un discours au monde musulman, pour qu'ils t'aiment.

Et les juifs alors ? On est quoi pour toi, de la merde ?

Tu te fous de nous. On n'est rien pour toi ?

On compte pour quoi ?

Tu t'en fous si on nous balance dans la mer ? Tu t'en fous si on se fait bomber ?

Ma grand-mère était à Auschwitz,

Obama. On laissera pas passer ces conneries nazies ! Ecoute Obama, le matricule de ma grand-mère était 1268493, je me rappelle le numéro sur son bras, mec. Alors écoute, plus jamais ça, plus jamais ça !

[Mondoweiss](#),

05 juin

<http://www.futurquantique.org/axe-du-mal/720-le-front-de-la-haine>

VIDEO http://www.dailymotion.com/video/x9ikdh_israelfuck-obama_news

<http://www.philipweiss.org/mondoweiss/2009/06/max-blumenthal-feeling-the-hate-in-jerusalem-on-eve-of-obamas-cairo-address.html>

2 Les brèves

Ndlr : La publication des articles ou analyse ne signifie nullement que la rédaction partage les analyses ou point de vue des auteurs, mais doit être vu comme information

2-1 Faouzi Barhouli : Salam Fayyad "n'a aucun droit à parler d'unité nationale".

Le Premier ministre Fayyad préconise l'union des Palestiniens en vue de la création d'un Etat dans un délai de deux ans.

"J'engage tout notre peuple à s'unir autour du projet de créer un Etat et de renforcer nos institutions (...) pour que l'Etat palestinien devienne une réalité d'ici l'an prochain ou dans deux ans au plus", a-t-il déclaré en prononçant un discours à l'université Al Qods, près de Jérusalem.

"On peut atteindre cet objectif dans les deux ans."

Faouzi Barhouli, porte-parole du Hamas, a réagi en estimant que Salam Fayyad "n'a aucun droit à parler d'unité nationale".

"Il (Fayyad) représente le plus grand danger pour les Palestiniens en croyant en une coordination permanente avec l'ennemi sioniste sur la sécurité", a-t-il ajouté.

Technocrate sans grande assise politique personnelle, Salam Fayyad dirige un cabinet remanié le mois dernier dans lequel ont fait leur entrée des responsables du Fatah, mouvement du président Mahmoud Abbas dont les adversaires islamistes du Hamas refusent de reconnaître le Premier ministre.

Il a dit avoir pour priorité d'unifier la Cisjordanie et la bande de Gaza, mais il n'a pas lancé d'appel direct au Hamas - qui contrôle Gaza depuis 2007 et en a fait un territoire palestinien pratiquement séparé du reste.

Conformément à la politique de Mahmoud Abbas, Salam Fayyad n'a laissé entrevoir aucun changement quant au refus des Palestiniens de reprendre des pourparlers de paix avec Israël si celui-ci ne gèle pas la colonisation juive en Cisjordanie.

Les Palestiniens, a-t-il dit, devraient recueillir un soutien international en développant toutes les institutions destinées à l'Etat indépendant qu'ils cherchent à créer.

"La nécessité s'en fait sentir encore plus depuis le discours par lequel le Premier ministre (israélien) a tenté de contourner le consensus international qui engage Israël à honorer ses obligations", a dit le responsable palestinien.

Dans un discours prononcé le 14 juin, le Premier ministre israélien, Benjamin Netanyahu, s'est dit prêt à accepter l'avènement d'un Etat palestinien sous réserve qu'il renonce à de nombreux attributs de souveraineté comme le fait de disposer d'une armée, de contrôler ses frontières et son espace aérien ou de conclure des accords militaires.

Benjamin Netanyahu a aussi refusé de geler les implantations juives en Cisjordanie occupée comme le prévoit la "feuille de route" de 2003 pour la paix, et il a en outre exigé que les Palestiniens reconnaissent Israël comme "un Etat juif".

Salam Fayyad a estimé qu'il restait une possibilité de conclure une paix juste, mais non sur la base du "récit" juif de l'histoire présenté par Netanyahu.

"Nous, Palestiniens, avons un récit totalement différent, a-t-il dit. Je ne m'attends pas à ce que vous acceptiez le récit historique palestinien, vous ne devez donc pas vous attendre à ce que nous approuvions le récit historique israélien comme base de règlement du conflit."

Le discours de Salam Fayyad était annoncé comme une réponse au président américain Barack Obama et à Benjamin Netanyahu, qui ont tous deux choisi ce mois-ci des cadres universitaires pour d'importants discours sur les perspectives de paix au Proche-Orient.

S'adressant à "nos voisins israéliens", il a dit que les Palestiniens "nourrissent une grande aspiration : vivre librement et dignement dans (leur) patrie au nom d'un droit naturel, comme le reste des peuples de la terre".

"Nous ne souhaitons pas construire de murs, mais des ponts."

Les dirigeants palestiniens comptent sur l'appui de la communauté internationale pour amener Israël à tenir ses promesses, a encore dit Salam Fayyad.

Pour redonner de la crédibilité au processus de paix, Israël doit mettre fin aux implantations "sous toutes leurs formes", cesser de démolir des habitations palestiniennes, de confisquer des terres et d'isoler Jérusalem, a-t-il ajouté.

Benjamin Netanyahu affirme que Jérusalem doit être la capitale indivisible d'Israël. Ce à quoi Salam Fayyad réplique : Jérusalem-Est sera la capitale éternelle de notre Etat indépendant."

Al-oufok.

lundi 22 juin

<http://www.aloufok.net:80/spip.php?article647>

2-2 Méchaal rejette l'Etat palestinien tel que le propose Israël.

Le chef du bureau politique du Hamas, Khaled Méchaal, a dénoncé jeudi la proposition israélienne de création d'un Etat palestinien démilitarisé, réduit selon lui à "une vaste prison", et réaffirmé que seule la lutte armée pouvait rétablir les droits des Palestiniens.

Pressé par les Etats-Unis, le Premier ministre israélien Benjamin Netanyahu a accepté mi-juin l'idée d'un Etat palestinien, sous réserve que celui-ci soit démilitarisé et que les Palestiniens reconnaissent Israël comme la nation du peuple juif.

"L'Etat dont Netanyahu a parlé, sur lequel il aurait le contrôle sur terre, par mer et dans les airs, est une entité absurde et une grande prison, pas le pays que mérite un grand peuple", a déclaré Khaled Méchaal lors d'un discours prononcé à Damas devant des partisans du Hamas.

Méchaal, dont le mouvement a remporté les élections législatives palestiniennes de 2006, a ajouté que la notion d'un Etat exclusivement juif était une abomination pour les Palestiniens. Cela revient, selon lui, à renoncer à ce qu'il considère comme un droit, pour six millions de réfugiés palestiniens, de retourner sur leur terre natale, aujourd'hui située en Israël.

"Nous mettons en garde contre toute indulgence arabe sur cette question. Les appels des dirigeants de l'ennemi à la judaïté d'Israël sont racistes, peu différents du fascisme italien et du nazisme hitlérien", a affirmé Méchaal, qui vit en exil en Syrie.

LE NOUVEAU LANGAGE DE BARACK OBAMA

Le chef politique du Hamas a également répondu au discours prononcé le 4 juin par Barack Obama au Caire à l'adresse du monde musulman.

Le président américain y a réaffirmé l'objectif des Etats-Unis de parvenir à une solution à deux Etats au conflit israélo-palestinien.

Obama a également appelé à plusieurs reprises au gel des activités de colonisation juive, sans obtenir satisfaction de Netanyahu.

Méchaal a dit avoir apprécié ce qu'il appelle le nouveau langage d'Obama, susceptible d'aboutir à un "dialogue sans conditions" entre Washington et le mouvement islamiste.

"Les négociations avec le Hamas et les mouvements de résistance doivent être basées sur le respect de la volonté du peuple palestinien et de ses choix démocratiques, et non en imposant des conditions, comme celle du quartet", a-t-il déclaré.

Les médiateurs internationaux du "quartet" (Etats-Unis, Russie, Nations unies et Union européenne) exigent du Hamas qu'il renonce à la lutte armée et qu'il reconnaisse les accords de paix passés.

Le Hamas, qui a pris le contrôle de la bande de Gaza en 2007 après avoir chassé les forces fidèles au président de l'Autorité palestinienne Mahmoud Abbas, ont refusé ces conditions à maintes reprises.

Méchaal a également répété que le Hamas réclamait l'avènement d'un Etat palestinien à l'intérieur des frontières de 1967.

"Le minimum que nous puissions accepter est un Etat palestinien avec Jérusalem (Est) comme capitale, la pleine souveraineté, le démantèlement des colonies et le droit au retour des réfugiés", a-t-il énuméré.

Selon lui, le Hamas, soutenu par la Syrie et l'Iran, ne voit pas d'alternative à la poursuite de la lutte armée pour libérer le territoire palestinien après des décennies de violation par Israël des résolutions internationales appelant à son retrait.

"Il n'y a pas d'alternative", a dit Méchaal. "La résistance pacifique est efficace quand il s'agit de lutter pour les droits civils, pas face à une occupation armée jusqu'aux dents".

Khaled Yacoub Oweis

<http://fr.news.yahoo.com/4/20090625/twl-palestiniens-hamas-mechaal-38cfb6d.html>

2-3 La collaboration avec Israël est sévèrement punie en Cisjordanie.

Un tribunal militaire de Djénine a condamné lundi à la prison à perpétuité une Palestinienne de 22 ans accusée d'avoir collaboré avec Israël. Une peine qui illustre la sévérité avec laquelle sont jugés les informateurs, alors même que l'Autorité palestinienne travaille étroitement avec les forces de sécurité israéliennes contre leur ennemi commun, le Hamas.

Depuis la création de l'Autorité palestinienne en 1994, au moins 35 informateurs présumés ont été condamnés à mort, selon le Centre palestinien pour les droits de l'Homme, basé à Gaza.

Au cours des deux seules dernières années, sept personnes ont été reconnues coupables de collaboration, dont Taghrid, une Palestinienne de 22 ans dont le véritable nom n'a pas été révélé, condamnée aux travaux forcés à vie pour avoir fourni des informations à Israël dans l'espoir de pouvoir se sortir de la prostitution.

Sur les 35 condamnés depuis 1994, seulement deux ont été tués par des pelotons d'exécution à Gaza il y a quelques années. Mais 17 autres suspects de collaboration avec Israël, dont certains attendaient encore leur jugement, ont été tués par des escadrons palestiniens pendant l'offensive militaire de l'Etat sioniste à Gaza en janvier dernier.

Phénomène rarement évoqué au grand jour, la collaboration avec Israël est jugée avec la plus grande sévérité à la fois par la population et les tribunaux palestiniens, même pour les informateurs de petite importance ou ceux contraints par l'Etat hébreu de collaborer.

Comme Taghrid, c'est souvent dans les couches les plus pauvres et vulnérables de la société palestinienne que sont recrutés ces informateurs, qui aident les services de renseignements de l'Etat hébreu en échange d'argent, de soins médicaux ou d'un permis de travail en Israël, selon Ran Yaron, de l'organisation Physicians for Human Rights (Médecins pour les droits de l'Homme).

Ils sont toutefois immédiatement mis au ban de la société. "Si j'étais le juge, je l'abattrais sur place", déclarait lundi un gardien du tribunal militaire de Djénine où a été condamnée Taghrid.

Paradoxalement, ces condamnations sévères illustrent également la réalité complexe de la vie en Cisjordanie, où le gouvernement travaille étroitement avec Israël contre le Hamas, au pouvoir dans la Bande de Gaza depuis juin 2007. Pour certains Palestiniens, les informateurs ne sont que des boucs émissaires censés détourner l'attention de cette collaboration de haut-niveau.

A ces accusations, les responsables palestiniens répondent que les informations qu'ils partagent avec Israël permettent d'assurer la sécurité de la population en empêchant le Hamas de prendre le contrôle de la Cisjordanie, tandis que les habitants du Territoire qui vendent des renseignements à Israël trahissent leur pays. "Aucune autorité ne peut permettre à son peuple de collaborer", résume Saleh Abdel Jawad, politologue palestinien. Israël a depuis longtemps mis en place un réseau d'informateurs dans les zones sous son contrôle, dans le but d'obtenir des renseignements sur les mouvements radicaux palestiniens ou les individus recherchés. Des informations ensuite souvent utilisées pour lancer des opérations ou des frappes ciblées contre des militants. Mais, pour ceux arrêtés par les forces palestiniennes, les représailles sont sévères. Si les avocats des droits de l'Homme palestiniens se déclarent par principe opposés à la peine de mort, peu montent toutefois au créneau pour défendre les "traîtres".

"Nous pensons qu'il ne devrait pas y avoir de peine de mort", explique la députée palestinienne Hanane Ashraoui. Mais "la punition doit correspondre au crime. Ce crime, dans l'imagination populaire, est le plus inconcevable des crimes. C'est la trahison de tout ce que les gens tiennent pour sacré".

Al-Oufok

17 juin 2009

<http://www.aloufok.net:80/spip.php?article627>

2-4 Pour Israël, l'impunité prévaut.

Lundi, la directrice du centre culturel français (CCF) de Naplouse (Cisjordanie), a été sortie de son véhicule, jetée à terre et rouée de coups par un policier israélien près de Jérusalem. «*Je peux te tuer*», a lancé en anglais l'un des soldats. Sa voiture portait pourtant des plaques diplomatiques. Mardi, c'est le directeur du centre culturel de Jérusalem-Ouest, Olivier Debray, qui, à bord d'un véhicule pourvu de plaques consulaires, a été insulté par des policiers. En juin 2008, la consule adjointe à Jérusalem avait été retenue 17 heures sans boire ni manger par les forces israéliennes à un point de passage avec la bande de Gaza. En janvier dernier pendant l'attaque israélienne contre Gaza, les soldats israéliens ont complètement ravagé le logement - pourtant signalé à l'armée israélienne de l'agent consulaire français, Majdi Chakkoura. En son absence, -, volé une grosse somme d'argent, les bijoux de son épouse, son ordinateur et détruit la thèse sur laquelle il travaillait. Et ils ont "souillé d'excréments" (selon l'expression journalistique consacrée) le drapeau français .

Cet "amour" violent et touchant des soldats israéliens pour la France, dont les médias Français ([AFP](#), [Libération](#)) ne peuvent plus éviter de parler, a suscité une réaction diplomatique du Consul général de France à Jérusalem qui a adressé une lettre de protestation au ministère israélien des Affaires étrangères concernant les sévices infligés à la directrice du CCF, accompagnée d'un rapport médical détaillé, exigeant une enquête afin d'établir les faits avec exactitude

Le [consulat général](#) de France à Jérusalem déploie une [activité culturelle](#) très dynamique en Palestine occupée, principalement en Cisjordanie

A Gaza, il n'est même plus possible de songer à une action culturelle tant la situation y reste catastrophique.

Aucun des milliers de bâtiments bombardés par Tsahal n'a été reconstruit malgré l'aide internationale car le siège que subit ce territoire interdit l'entrée de tout ce qui n'est pas ravitaillement ou médicaments de toute première nécessité. 40 000 personnes restent sans logement. Les tirs d'obus, et d'armes automatiques de la part des Israéliens et le survol par les drones se poursuivent. Il n'y a pas d'électricité à l'Hôpital de Al-Shifa. Laura Dukay en livre un compte rendu émouvant sur le site de [Socialist Worker](#).

Pour Israël, à l'égard des diplomates européens comme à l'égard des civils palestiniens, l'impunité prévaut.

Au début de cette année [l'Espagne a tenté](#) d'ouvrir une brèche dans cette impunité.

Le 29 janvier, le juge Fernando Andreu d'instruction de la 4e chambre de l'Audience nationale ouvrait une enquête pour "crime contre l'humanité" visant sept personnalités israéliennes suite à une plainte du Centre palestinien pour les droits de l'homme sur le bombardement, le 22 juillet 2002 à Gaza, qui tua Salah Chehadeh, dirigeant du Hamas que le magistrat qualifie "d'organisation terroriste", et 14 civils palestiniens, "en majorité des enfants et des bébés". Le ministre israélien de la Défense Ehud Barak a immédiatement réagi en affirmant qu'il "ferait tout" pour obtenir l'annulation de cette enquête "délirante". "Celui qui qualifie de crime contre l'humanité la liquidation d'un terroriste vit dans un monde à l'envers" déclara le ministre. Le 3 février comme le ministre Moratinos avait annoncé qu'il envisageait de faire voter une loi anti-compétence universelle pour faire obstacle à l'enquête d'Andreu, un collectif d'intellectuels progressistes juifs venait défendre cette enquête.

Le 2 avril, le parquet espagnol a demandé le classement de l'enquête au motif que les faits visés faisaient, selon lui, déjà l'objet d'enquêtes en Israël.

Le juge Fernando Andreu a courageusement décidé le 7 mai de [ne pas suivre](#) ces réquisitions, estimant au contraire que la justice israélienne n'enquêtait pas sur ces faits et que, quand bien même ce serait le cas, la justice espagnole resterait compétente, mais fin mai il se confirmait que les 2 principaux partis de droite et de centre-gauche espagnols voteraient au [Congrès](#) une [réforme](#) de la loi de compétence universelle sous la pression israélienne, comme la Belgique avait dû le faire en 2003 sous la pression de l'administration Bush et d'Israël quand des plaintes avaient été introduites contre des responsables américains de la guerre en Irak et contre Ariel Sharon, de sorte que dorénavant seule la Cour pénale internationale garderait une compétence universelle ([ce dont Israël se moque puisque, comme les Etats-Unis, il n'en a pas ratifié les protocoles et échappe donc à sa juridiction](#)).

FD

26 juin 2009

<http://atlasalternatif.over-blog.com/>

2-5 Le bal des hypocrites, ou comment devenir la victime.

Les autorités judiciaires israéliennes ont demandé l'ouverture d'une enquête suite à la publication sur le site Indymedia Israël de la photo d'un soldat avec comme légende « meurtrier de Bil'in ».

Pour mémoire, Bassem Abu Rahme, est mort suite à l'impact d'une bombe lacrymogène tirée par un soldat d'occupation.

Dans un communiqué, les services du procureur expliquent que ce soldat n'a rien à voir avec la mort de l'activiste de Bil'in, et du fait de la publication de sa photo, ce soldat est facilement identifiable.

Les autorités israéliennes nous refont leurs éternelles pirouettes, passé du statut de coupable à victime.

22/06/2009

<http://www.bilin-village.org/francais/articles/autre-regard/Le-bal-des-hypocrites-ou-comment-devenir-la-victime>

2-6 Israël met en vente des propriétés de réfugiés palestiniens de 1948.

Une ONG arabe israélienne a accusé lundi les autorités israéliennes de procéder à la vente de propriétés demeurées vacantes de réfugiés palestiniens de 1948, en violation des lois israéliennes et internationales.

[Contraire aux législations internationales et israéliennes](#)

"La vente de ces propriétés constitue l'ultime expropriation des droits de propriété des réfugiés palestiniens", affirme le Centre Adalah ("Justice" en arabe) de défense des droits de la communauté arabe d'Israël.

L'ONG assure que ces ventes "à des personnes privées sont illégales selon la loi israélienne" et "contredisent les lois humanitaires internationales" qui interdisent l'expropriation de la propriété privée des réfugiés d'un conflit.

Vers la Cour suprême

Adalah a saisi dans une lettre le procureur général de l'Etat hébreu ainsi que l'organisme public de gestion de la terre en Israël, l'Israel Lands Administration (ILA). Elle entend par la suite saisir la Cour suprême israélienne.

Selon Adalah, l'ILA a publié 96 adjudications de vente de ces propriétés en 2007, 106 en 2008 et 80 à ce jour pour l'année 2009. Elles concernent des biens situés dans les communes de Nazareth, Haifa, Lod, Acre, Rosh Pina et Beit Shean, en Israël.

760.000 Palestiniens poussés à l'exode

Ces propriétés appartiennent à des Palestiniens qui ont fui les combats lors de la guerre en 1948. A l'issue du conflit, elles ont été placées sous l'administration de l'Etat d'Israël en vertu d'une loi de 1950 "jusqu'à ce qu'une solution politique pour les réfugiés soit trouvée", indique l'ONG.

Adalah a mis en ligne sur son site internet (adalah.org) une carte interactive des expropriations de terres palestiniennes par Israël.

Quelque 760.000 Palestiniens - aujourd'hui environ cinq millions avec leurs descendants - ont été poussés à l'exode lors de la création d'Israël, qui refuse d'entendre parler de leur retour. (belga/th)

Centre Adalah

22/06/09

<http://www.7sur7.be/7s7/fr/1735/Israel-Palestine/article/detail/900518/2009/06/22/Israel-met-en-vente-des-proprietes-de-refugies-palestiniens-de-1948.dhtml>

2-7 Usa-Israël : L'impérialisme est toujours là.

Nous a-t-on assez asséné qu'Obama ouvrait une nouvelle voie au Moyen-Orient, qu'il allait, si besoin, imposer la paix aux dirigeants israéliens ; et il est vrai , qu'à la différence de Bush, le nouveau chef des USA est suffisamment intelligent pour tenter d'amadouer le monde musulman, avec l'aide des dirigeants arabes conservateurs d'Egypte , de Syrie et d'ailleurs .

Mais au-delà des clameurs de journalistes, Israël continue à être un pays colonial, la puissance militaire majeure de la région, seulement grâce au soutien économique, financier et nucléaire des USA. et le danger est toujours là d'une guerre déclenchée de Tel Aviv, comme le rappelle dans le Times un haut responsable de l'armée israélienne le 18 avril 2009.

Voici quelques extraits de cette déclaration, montrant que la vigilance est toujours de mise:

. «Israël veut être sûre que si son armée recevait le feu vert, elle pourrait frapper l'Iran en quelques jours, ou même en quelques heures.

Elle se prépare sur tous les plans à cette éventualité. Le message à l'Iran est que la menace n'est pas seulement verbale». Parmi les mesures de préparation, Israël doit acquérir trois avions radars Awacs et envisage des exercices à l'échelle nationale pour préparer la population à d'éventuelles représailles. Les responsables israéliens estiment que plus d'une douzaine de cibles devraient être visées en Iran, dont des convois mobiles. Les sites visés incluent Natanz (est), où plusieurs milliers de centrifugeuses enrichissent de l'uranium, Ispahan (centre) où des tunnels abritent 250 t de gaz et Arak (est) où l'Iran construit un réacteur à eau lourde. «Nous ne préférerions pas de menaces (envers l'Iran) si nous n'avions pas les moyens de les réaliser"

F.Arzalier.

http://www.collectif-communiste-polex.org:80/bulletin/bulletin_57_art4.htm

2-8 Jérusalem-Est: des Palestiniens contraints de démolir eux-mêmes leur maison !.

Des milliers d'habitants vont se retrouver sans toit, faute d'un permis qui ne leur a pas été accordé.

"Vous voulez qu'on détruise notre maison et qu'en plus on paie pour ça ?".

Fatima Ghosheh est révoltée.

Forcée de détruire sa maison à Jérusalem-est, elle doit en plus en financer la démolition.

"Ils sont venus à 7H00 du matin pour démolir", raconte cette mère de quatre enfants. "On leur a dit qu'on préférerait le faire nous-mêmes. Car ils voulaient nous faire payer les frais", s'insurge-t-elle.

Selon elle, la mairie leur a laissé le choix entre tout casser par eux-mêmes, ou payer 100.000 shekels (18.250 euros) pour la démolition.

Permis "refusés aux Palestiniens"

Plusieurs familles palestiniennes de la Vieille ville, sous occupation israélienne, ont reçu un ordre similaire de la mairie car leur maison a été construite ou agrandie sans autorisation. Mais, se défend Fatima, 28 ans, "on a fait une demande pour les travaux. Le problème est que les permis sont systématiquement refusés aux Palestiniens".

"Les constructions sans permis sont illégales", justifie-t-on à la municipalité de Jérusalem. L'ONU affirme que 1.500 ordres de démolition ont à ce jour été émis à Jérusalem-est pour des maisons construites sans permis.

Selon le porte-parole du maire Nir Barkat, élu en novembre 2008, ces ordres ne visent pas les seuls Palestiniens mais "tous les résidents et tous les emplacements, de manière équitable".

"Bien sûr qu'il y a une discrimination", répond Meir Margalit, du Comité israélien contre les destructions de maisons, une ONG israélienne. "Il y a une discrimination claire et systématique" de la part des responsables politiques israéliens, affirme-t-il.

Un monde entre la théorie et la pratique

En théorie, les paramètres pour délivrer les permis de construire sont les mêmes pour tous à Jérusalem.

Il relèvent du plan d'aménagement du territoire, et les permis sont refusés pour les maisons situées en zone qualifiée de "verte".

Dans les faits, la majeure partie de Jérusalem-est se trouve dans une telle zone, contrairement à Jérusalem-ouest, relève Meir Margalit. "C'est une décision politique. Ils (*n.d.l.r.: les Israéliens*) ne donnent pas de permis. Ils

ne disent jamais refuser parce que vous êtes Palestinien, mais parce que les permis ne peuvent être délivrés en zone *verte*", assure-t-il.

Dans son Lexique sur les démolitions de maisons à Jérusalem-est, l'ONG Ir Amim (Ville des peuples) explique que "depuis 1967, le principal moyen pour bloquer les constructions palestiniennes à Jérusalem-est a été la planification afin de maintenir une large majorité israélienne dans la ville". Selon elle, sur les 85 démolitions ordonnées par la mairie en 2008, 27 étaient "volontaires".

Hillary Clinton critique

La secrétaire d'Etat américaine Hillary Clinton a critiqué la politique israélienne de démolition de logements palestiniens érigés ou agrandis sans permis, la jugeant contraire à la "Feuille de route", qui prévoit une solution à deux Etats pour mettre fin au conflit israélo-palestinien.

Selon l'Office de l'ONU pour la coordination des activités humanitaires (OCHA), quelque 60.000 Palestiniens seraient menacés de perdre leur logement si toutes ces constructions étaient rasées.

L'OCHA affirme que seulement 13% de la superficie de Jérusalem-est est réservé à la construction palestinienne, et que la politique israélienne de construction "engendre un déficit de 1.100 logements par an dans les communautés palestiniennes de Jérusalem-est".

Jérusalem-Est: des Palestiniens contraints de démolir eux-mêmes leur maison

AFP |

22.06.2009

<http://www.24heures.ch/actu/monde/jerusalem-palestiniens-contraints-demolir-maison-2009-06-22>

2-9 Bil'in continue sa lutte contre deux compagnies impliquées dans la construction de colonies israéliennes.

La poursuite judiciaire du village de Bil'in contre deux compagnies basées au Québec impliquées dans la construction de colonies israéliennes sur des territoires palestiniens continue.

Après une semaine d'audiences à la Cour supérieure du Québec, la poursuite de Bil'in est maintenant en train d'être examinée par l'honorable juge Louis-Paul Cullen. Une réponse de celui-ci est prévue dans les mois à venir. "Le cas de Bil'in a été pleinement argumenté, l'illégalité des colonies israéliennes selon le droit international et canadien a été clairement exposée," souligne Mark Arnold l'avocat canadien du village de Bil'in.

"Le juge a été impartial et équilibré pendant les audiences et nous sommes confiants que la justice est de notre côté," explique Mark Arnold à l'extérieur du Palais de justice de Montréal.

Si le village de Bil'in remporte son procès, un important précédent juridique sera créé, ce qui rendra les compagnies responsables internationalement pour leur participation à des crimes de guerre.

Green Park International et Green Mount International, deux compagnies enregistrées au Québec, construisent des colonies israéliennes illégales sur des territoires palestiniens au mépris du droit international, ce qui est considéré comme un crime de guerre selon la quatrième Convention de Genève et selon la Loi canadienne des crimes contre l'humanité et des crimes de guerre.

"La Cour supérieure du Québec ne s'était encore jamais rendue là, car si elle permet au procès d'aller de l'avant cela va créer un important précédent judiciaire sur la responsabilité des compagnies en ce qui a trait à la violation du droit international," explique Emily Schaeffer, l'avocate israélienne représentant le village de Bil'in. " Nous croyons que d'accepter d'entendre la cause à la Cour supérieure du Québec est la seule décision juste à prendre. "

Le procès de Bil'in se tient dans le cadre de manifestations populaires organisées par le village sur une base hebdomadaire, depuis plus de quatre ans, contre la construction du mur d'apartheid israélien et de colonies israéliennes sur les territoires de Bil'in en cours actuellement.

Jusqu'à maintenant, l'armée israélienne a assassiné dix-huit Palestiniens pendant des manifestations populaires contre le mur, tuant des manifestants pacifiques, ce qui a été largement sous-médiatisé en occident.

"Bil'in attend impatiemment la décision du juge, espérant que la décision soit positive," explique Abdullah Abu Rahme du Comité populaire de Bil'in contre le mur et les colonies, qui assistait aux audiences du procès à Montréal. "Les efforts de Bil'in pour arrêter toute construction de colonies israéliennes sur nos territoires vont se poursuivre. Nous allons continuer à refuser l'occupation israélienne en continuant nos manifestations hebdomadaires contre le mur d'apartheid à Bil'in, jusqu'à ce nous obtenions la reconnaissance de nos droits en tant que peuple palestinien."

27/06/2009

Source : [Tadamon](http://www.tadamon.com)

<http://www.bilin-village.org/francais/articles/presse-et-medias-independants/Montreal-Bil-in-continue-sa-lutte>

2-12 La manifestation de Bi'in marquée par la présence de Naomi Klein.

Les villageois de Bil'in ont eu l'honneur de recevoir l'auteur altermondialiste Naomi Klein, venue défendre le boycott d'Israël et la manifestation non-violente du village.

Alors que des membres du comité populaire du village sont au Canada pour le procès intentés contre deux entreprises canadiennes impliquées dans la construction des colonies confisquant des terres de Bil'in, la journaliste et auteure canadienne Naomi Klein est venue apporter son soutien aux manifestants du village. En tournée dans les territoires palestiniens, elle a ainsi tenu une conférence de presse avant la manifestation dans laquelle elle a insisté sur l'importance d'un boycott économique d'Israël.

« C'est un boycott des institutions israéliennes, de l'économie israélienne » a-t-elle souligné.

« Le boycott est une tactique... Nous essayons de créer une dynamique semblable à celle qui a permis de mettre fin à l'apartheid en Afrique du sud ».

Militante altermondialiste canadienne, l'auteur est revenu sur l'implication de deux compagnies de son pays (Green Park international et Green Mount international) dans la construction de colonies qui confisquent des terres du village.

« J'espère et je prie pour que la cour canadienne apporte un peu de justice aux villageois de Bi'in ».

L'auteur sera demain à Ramallah pour la promotion de son livre « La stratégie du choc : la montée d'un capitalisme du désastre » qui vient d'être traduit en arabe et en hébreu. Dans la logique de son soutien au mouvement Boycott, désinvestissement et Sanction, l'auteur a précisé que les bénéfices de son livre traduit en hébreu iront à des groupes militants israéliens.

Elle a ensuite pu observer de loin la répression des forces israéliennes de la manifestation. Comme chaque semaine, villageois, internationaux et militants israéliens ont subi les tirs de gaz lacrymogène par l'armée. Une douzaine de personnes ont été légèrement blessés.

Younes Salameh

26/06/2009

Source : PNN

<http://www.bilin-village.org/francais/articles/presse-et-medias-independants/La-manifestation-de-Bi-lin-marquee-par-la-presence-de-Naomi-Klein>

3 Dossier

Ndlr :La publication des articles ou analyse ne signifie nullement que la rédaction partage les analyses ou point de vue des auteurs, mais doit être vu comme information

3-1 Yael Ancrì : [Netanyahou disposé à accepter un Etat palestinien démilitarisé vivant aux côtés de l'Etat juif.](#)

Le Premier ministre Netanyahou a prononcé dimanche soir son discours tant attendu à l'Université de Bar Ilan. Le discours avait pour objectif de répondre aux exigences américaines sur la solution de deux Etats et le gel de l'expansion des localités juives de Judée Samarie.

Netanyahou a présenté sa vision du processus de paix en expliquant ce que l'Etat d'Israël serait prêt à donner en échange de garanties de sa sécurité. Netanyahou a su poser ses conditions à la création d'un Etat palestinien.

Trois défis : l'Iran, l'économie et la paix

Le Premier ministre a affirmé que l'Etat d'Israël avait trois défis à surmonter : la menace iranienne, la crise économique et le processus de paix. «La menace iranienne est encore devant nous. La rencontre entre l'Islam extrémiste et l'arme nucléaire représente le pire danger qui soit pour Israël, le Proche-Orient et l'humanité entière.»

Et d'ajouter : «Je m'adresse à vous, voisins palestiniens, et à la direction de l'Autorité palestinienne : entamons des négociations de paix immédiatement, sans conditions préalables. Israël respecte tous les accords internationaux et attend de toutes les autres parties qu'elles respectent également leurs obligations. Je ne veux pas de guerre. Personne en Israël ne veut la guerre.»

«J'ai parlé avec le président Obama et je soutiens son idée de paix régionale. J'appelle les dirigeants des pays arabes à dialoguer : venez, rencontrons-nous et parlons de paix à Damas, à Riyad, à Beyrouth ou à Jérusalem.»

Notre présence en Judée Samarie(Cisjordanie) n'est pas la cause du conflit

Le Premier ministre a souligné : «La racine du conflit est le refus des Palestiniens de reconnaître le droit des Juifs d'avoir un Etat juif. Notre présence en Judée Samarie n'est pas la cause du conflit.»

Et d'ajouter : «A nos retraits, les Palestiniens ont répondu par des attentats et des milliers de missiles contre nos villes, nos villages et nos enfants. Nous avons essayé les retraits avec ou sans l'accord des Palestiniens, les retraits complets et les retraits partiels, et rien n'y a fait.

L'an passé les dirigeants israéliens ont proposé un retrait presque complet et les Palestiniens ont refusé.»

«Même les plus modérés des Palestiniens ne sont pas prêts à dire la plus simple des choses : l'Etat d'Israël est l'Etat national du peuple juif et le restera.»

«Pour atteindre la paix, il faut du courage et de l'honnêteté de la part des deux côtés.»

Les Palestiniens doivent reconnaître l'Etat juif

Le Premier ministre a exposé la condition de base à tout processus de paix israélo-palestinien : «Une reconnaissance palestinienne officielle, publique, sincère et responsable de l'Etat d'Israël comme Etat national du peuple juif.»

Pas de réfugiés palestiniens en Israël

Le Premier ministre a souligné que le problème des réfugiés palestiniens devait être résolu à l'extérieur des frontières de l'Etat d'Israël. Accepter les dits "réfugiés palestiniens" au sein de l'Etat d'Israël contredirait la caractéristique juive de l'Etat d'Israël.

La terre d'Israël est la patrie du peuple juif

Et de préciser avant d'en venir à la concession la plus douloureuse sur "l'Etat palestinien" : "La Judée Samarie est le pays de nos ancêtres".

"Le droit du peuple juif sur la terre d'Israël ne vient pas des nombreux malheurs qui l'ont touché pendant l'histoire (...) mais si l'Etat d'Israël avait été créé plus tôt il n'y aurait pas eu de Shoah. Cela vient souligner la nécessité pour le peuple juif de disposer d'une puissance souveraine. (...) Notre droit sur Israël vient du fait que la terre d'Israël est la patrie du peuple juif."

Pas de nouvelles localités en Judée Samarie (Cisjordanie)

Le Premier ministre a affirmé qu'il n'avait pas l'intention de créer de nouvelles localités en Judée Samarie, ni d'allouer des terres pour agrandir les communautés existantes. Mais il a précisé que les résidents de Judée Samarie (Cisjordanie) sont comme tous les habitants d'Israël et ils ont droit de construire pour répondre aux besoins de la croissance naturelle. "Le sujet territorial sera débattu lors des arrangements finaux", a affirmé Netanyahu.

Nous devons ramener Guilad Shalit

"Les Palestiniens doivent choisir entre la voie de la paix et celle du Hamas. Nous n'avons pas l'intention de négocier avec des terroristes qui veulent détruire l'Etat d'Israël", a précisé le Premier ministre.

Et d'ajouter : "Le Hamas n'est même pas prêt à permettre à la Croix Rouge de rendre visite à notre soldat enlevé il y a trois ans et séparé de sa famille et de son peuple. Nous nous engageons à faire rentrer Guilad Shalit à la maison sain et sauf."

Un Etat palestinien démilitarisé aux côtés de l'Etat juif

"Je suis venu ce soir exprimer les principes de paix sur lesquels la société israélienne s'entend. Nous devons reconnaître la situation internationale actuelle, mais nous resterons fermes quand aux principes fondamentaux de l'Etat d'Israël. Le premier est la reconnaissance de l'Etat d'Israël par les Palestiniens comme un Etat juif et le second est la garantie de la sécurité d'Israël."

"Au cœur de la patrie juive vit un grand public de Palestiniens. Nous ne voulons pas gouverner les Palestiniens et diriger leurs vies. Nous sommes prêts à voir deux peuples dans ce petit pays. Chacun peut avoir son drapeau, son rêve et son hymne."

"Nous ne pouvons reconnaître un Etat palestinien sans qu'il soit démilitarisé, sinon nous finirons par avoir droit ici à un Hamastan. L'Etat palestinien ne doit pas avoir d'armée. Il faut que le trafic d'armes soit rendu impossible avec l'aide de la communauté internationale."

Et finalement, Netanyahu a fini par le dire : "Israël doit avoir de solides garanties de sécurité. Si nous avons cette garantie de démilitarisation et les arrangements nécessaires de sécurité pour Israël, et si les Palestiniens reconnaissent Israël en tant qu'Etat du peuple juif, nous serons disposés, dans le cadre d'un véritable accord de paix, à accepter un Etat palestinien démilitarisé(...) vivant aux côtés de l'Etat juif."

par [Yael Ancri](#)

14 -06

<http://www.actu.co.il:80/2009/06/netanyahou-dispose-a-accepter-un-etat-palestinien-demilitarise-vivant-aux-cotes-de-letat-juif/>

3-2 El Watan : Benyamin Netanyahu : Toujours l'arrogance !

Le Premier ministre israélien, Benyamin Netanyahu, a présenté dimanche un plan irréal et irréaliste supposé apporter la paix au Proche-Orient.

Avec une rare arrogance et un mépris exacerbé pour le droit international et les libertés humaines, il a montré la nature du fascisme israélien et le peu d'intérêt qu'il accorde à une solution pacifique et juste pour la région. Sans doute pour contenter le nouveau président américain, Barack Obama, Netanyahu a parlé de la possibilité de création d'un Etat palestinien, mais avec des conditions telles qu'elles laissent entrevoir un ersatz de bantoustan, ces zones tribales créées par le régime raciste d'Afrique du Sud dans lesquelles étaient parquées les populations noires sur une base ethnique mais qui n'avaient aucun pouvoir dans la gestion de leurs affaires internes et externes.

Son discours ne peut qu'exacerber la tension et pousser le peuple palestinien à réfléchir à de nouvelles formes de lutte et à d'autres intifadhas.

N'ayant cessé de humilier ce dernier, il cherche désormais à mettre à genoux tout le monde arabe, auquel il propose de signer un nouvel accord de Munich qui, rappelons-le, a permis à Hitler d'annexer des territoires et de déclencher la seconde Guerre mondiale.

Bien entendu, il n'est pas question d'arrêter le développement des colonies ni de renoncer au statut de « Jérusalem, capitale éternelle d'Israël ».

Est-ce parce qu'il possède l'arme nucléaire que le gouvernement israélien pose des conditions aussi inacceptables et qu'il a en face de lui des moutons prêts au sacrifice ?

A-t-il conscience que le temps joue contre Israël et que le fait de vouloir le faire admettre comme « État juif » est une utopie de plus ? Même la presse israélienne a tourné en ridicule les propos du chef du gouvernement,

reconnaissant qu'ils ne font qu'entretenir une impasse inacceptable pour tous les peuples de la région, y compris le peuple israélien.

L'arrogance de Tel-Aviv se justifie surtout par le parapluie américain.

Washington offre une aide économique et militaire inouïe à Israël.

Il lui a même offert récemment le radar le plus perfectionné du monde, capable de détecter une balle de base-ball à 5000 km.

Et depuis la création de cet Etat, plus de cent militaires américains ont été envoyés pour la première fois en Palestine occupée pour faire fonctionner ce radar. Les Américains ont ainsi un moyen redoutable et efficace pour exercer des pressions sur leurs protégés. Jusqu'à maintenant, ils n'ont même pas laissé entendre qu'ils utiliseraient cette arme.

Obama a, au contraire, salué les propositions de Netanyahu. On peut considérer cela comme de la rhétorique diplomatique, en attendant. Mais si Tel-Aviv campe sur ses défis à l'humanité, ce sera une giflle pour le nouveau président américain et une humiliation pour la grande Amérique.

<http://www.elwatan.com:80/Toujours-l-arrogance>

3-3 Brahim Senouci : La Palestine de Netanyahu ou le couteau de Lichtenberg.

Qui a dit que les meilleures plaisanteries étaient les plus courtes ?

Ce n'est apparemment pas l'avis des Israéliens. Ils trouvent la farce qu'ils racontent au monde depuis 61 ans tellement à leur goût qu'ils ne se lassent pas de la resservir.

Tout le monde a connu ou connaît ces prétendus boute-en-train qui ressassent les mêmes histoires dont ils sont les seuls à rire et que finissent par fuir les plus indulgents des auditoires. Il y a toutefois une différence entre ces mauvais plaisants et Israël. C'est que, au contraire des premiers, Israël bénéficie d'un public attentif, prêt, non à rire, mais à approuver de manière sentencieuse les éternelles resucées d'une même vieille blague.

* Un Etat Palestinien, mais comment donc ! A condition d'accepter des contraintes mineures telles que :

* Pas de définition des frontières qui seront de toutes façons gardées par Israël

* Pas de contrôle de l'espace aérien

* Maintien et extension des colonies

* Pas de compromis sur Jérusalem, "capitale éternelle et indivisible d'Israël"

* Interdiction de vous doter d'une armée pour vous défendre (mais qui donc pourrait vous vouloir du mal ?),

* Ne prononcez jamais le mot obscène de "réfugiés".

* Pas d'alliance avec des pays étrangers autres que ceux agréés par Israël.

* Seront négociés la paie des cantonniers, les règles de priorité pour la circulation automobile, le droit de battre monnaie...

Vous ne voulez pas ? C'est bien la preuve que vous êtes des terroristes et que vous ne comprenez que le langage de la force !

Le discours de Netanyahu ne constitue certes pas une surprise. Il aurait fallu être d'une extrême naïveté pour attendre de son intervention une avancée vers la paix par le droit. En fait, on attendait surtout l'attitude des sponsors habituels d'Israël et on en escomptait vaguement une réaction musclée. Saluer ce discours comme un "progrès", comme l'ont fait d'une même voix les Etats-Unis et l'Europe, jette une ombre sur l'espoir soulevé par le discours du Caire du Président Obama et la faveur avec laquelle il avait été accueilli en Occident et dans les pays arabo-musulmans. Cette attitude montre que rien n'a changé au fond. Il ne faut certes pas dénier au Président Obama d'avoir montré une réelle compassion envers les Palestiniens. La compassion ne peut toutefois tenir lieu de politique. Ce qu'il faut, c'est rétablir les Palestiniens dans la plénitude de leurs droits. Si l'Occident, notamment le Président Obama, veut réellement instaurer un nouveau climat dans les relations internationales, il doit rompre avec cette étrange mansuétude qui lui tient lieu de langage politique avec Israël. S'il veut réellement assécher le lit du terrorisme, il doit mettre fin aux situations d'injustice qu'il a lui-même créées et qu'il contribue à perpétuer. S'il veut montrer son désir d'en finir, non seulement avec la colonisation mais avec la matrice intellectuelle qui l'a produite, il faut qu'il cesse de presser les populations victimes d'accepter d'être les dindons de la farce de l'éternel marché de dupes. Le moins qu'on puisse dire est qu'on n'en prend pas le chemin.

Reste bien sûr le plus important. Plutôt que de concéder l'avenir de la planète à des leaders aussi estimables soient-ils, il faut continuer de militer contre l'injustice et soutenir la lutte des peuples qui l'endurent.

Et le couteau de Lichtenberg ?

Lichtenberg avait défini le chef-d'œuvre dialectique de l'objet. Il décrivait ainsi quelque chose qui n'avait pas d'existence : Un couteau sans manche, auquel il manque la lame.

La Palestine vue par Netanyahu ressemble fort à ce couteau.

Brahim Senouci :

18 Juin

Source: [Blog de Brahim Senouci](#)

http://www.michelcollon.info:80/index.php?option=com_content&view=article&id=2101:la-palestine-de-netanyahu-ou-le-couteau-de-lichtenberg&catid=6:articles&Itemid=11

3-4 Juan Miguel Muñoz : Les Palestiniens et les pays arabes rejettent le discours de Netanyahu.

Cette affirmation, qui ignore la loi internationale et les engagements de la part des gouvernements israéliens précédents et qui visait à faire de l'effet parmi les Israéliens tout en soulageant la pression exercée par le Président Barack Obama, ne pouvait que susciter une réaction au sein du monde arabe : le rejet frontal. Sans palliatifs. Les réactions des autres pays arabes sont quasiment superflues lorsque l'Egypte, pays qui signa un traité de paix avec Israël il y a trente ans, se montra si explicite.

« Les paroles de Netanyahu font capoter tout espoir de paix. L'appel à corriger l'initiative de la Ligue Arabe, éliminant le droit au retour des réfugiés palestiniens ne conduira pas au compromis avec l'Egypte, ni avec aucun autre pays », affirma le Président Hosni Moubarak, catégorique.

Ce n'est pas seulement le fait que Netanyahu exige comme condition incontournable l'acceptation du caractère juif de l'Etat (officiellement, il n'y a qu'un seul Etat théocratique au monde, l'Iran) de la part des Palestiniens et des pays arabes, ce qui suppose la renonciation complète, sans négociation, au droit au retour.

Le fait est que, en plus de promettre que Jérusalem ne sera jamais partagée, sous l'exigence de la démilitarisation et suite au refus d'arrêter la construction dans les colonies déjà existantes (120, en plus des 130 colonies illégales pour les propres gouvernements israéliens), l'Etat palestinien résultant ne serait pas digne d'un tel nom.

Netanyahu réclame le contrôle de son espace aérien, des frontières du fleuve Jourdain, de l'espace électromagnétique. Avec bien sûr quelques garanties de sécurité draconiennes supplémentaires : que l'Autorité palestinienne combatte et fasse disparaître le mouvement islamiste du Hamas.

« La vision du Premier Ministre est erronée et manque de nombreux éléments qui exigent un changement substantiel afin de s'adapter aux efforts arabes et internationaux pour parvenir à une paix juste au Proche Orient », ajouta un porte-parole du Ministère des Affaires Etrangères égyptien.

Les dirigeants palestiniens (le Hamas qualifia de « raciste » le discours du leader hébreu) furent plus sévères dans le contenu de leurs critiques. « Netanyahu », nota le chef des négociateurs, Saeb Erekat, « parle de négociations à propos de cantons dotés d'un drapeau et d'un hymne, mais dépourvus de frontières, de souveraineté et de capitale ».

Ce sont les demandes propres d'un dirigeant constamment à l'écoute de son père, Benzion, un historien aux positions extrémistes. D'un premier ministre qui ignore la loi internationale (l'interdiction de déplacer des populations civiles vers des territoires occupés) et qui exige l'impossible avant d'accepter la création d'une entité palestinienne qui sera privée de toute autonomie.

C'est typique des leaders israéliens de ne jamais cesser de prononcer le mot « paix ». Netanyahu fit part aussi de sa disposition à se réunir avec les dirigeants arabes à Beyrouth, Ryad, Damas ou Jérusalem. Il faut savoir que ce sont des paroles pour la galerie occidentale ou pour un auditoire inondé par les kippas tricotées à la main, celles portées habituellement par les religieux (sionistes et les colons). Ni le roi jordanien, ni le président Moubarak n'ont visité Israël, bien que ces deux pays signèrent il y a plusieurs années des accords de paix avec l'Etat sioniste.

Il est donc inimaginable que, étant données les circonstances et le discours du premier Ministre israélien, le roi saoudien, un chef du gouvernement libanais ou le président syrien acceptent une telle demande.

Le quotidien Tishrin, reflétant le point de vue du régime de Damas, ajouta : « le plan de Netanyahu vise tout sauf la paix ». « Netanyah n'a modéré aucune de ses positions. Il veut juste gagner du temps. Les Etats-Unis peuvent abandonner la région à son triste sort ou assumer leur responsabilité et dire clairement que la paix n'est pas une fantaisie, mais une nécessité pragmatique pour la stabilité », écrivait dans son éditorial gouvernemental le quotidien syrien Al Thawra.

Cela coïncidait avec les déclarations des porte-paroles palestiniens. « Président Obama, la balle est dans votre camp. Vous devez choisir entre traiter Netanyahu comme un premier ministre qui se place au-dessus des lois, qui clôt le chemin de la paix et guide la région vers la violence, le chaos et l'extrémisme, ou le forcer à accepter la Feuille de Route », de conclure Erekat.

Juan Miguel Muñoz –
El País

mercredi 24 juin 2009

Du même auteur : http://www.info-palestine.net/article.php3?id_article=6826

3-5 Daniel Vanhove : N'est-il pas temps de revoir – enfin sérieusement – la plan de partage de la Palestine ?

Une fois encore, les dirigeants occidentaux se félicitent d'un « important pas en avant » que constitue la déclaration politique du 1er Ministre israélien, B. Netanyahu. Ce dernier ayant susurré dans son premier discours de politique étrangère, sa vision d'un futur Etat palestinien indépendant. Mais de quel « pas » s'agit-il donc ?

Jamais en reste, les médias occidentaux relayaient en chœur les propos de B. Netanyahu, allant même jusqu'à titrer que cet Etat projeté par le nouveau prophète hébreu n'était soumis à quasi aucune condition « préalable ».

Ce qu'il faut lire parfois !

Or, à la lecture détaillée de la proposition du 1er Ministre israélien, force est de constater qu'il en va de son exact contraire, sinon que les conditions au lieu d'être préalables se succédaient les unes aux autres.

Ainsi, cette vision – il conviendrait de dire ce cauchemar – d'Etat moribond, croupion, mort-né tel qu'envisagé pourrait obtenir de son occupant – merci pour tant de magnanimité – son drapeau et son hymne national.

Merveilleuse bienveillance... sauf qu'il a déjà l'un et l'autre.

En revanche, il ne pourra bénéficier d'aucun contrôle sur son propre espace maritime, ni aérien et devra être démilitarisé. L'ensemble de ces matières relevant toujours du strict contrôle des forces israéliennes d'occupation. Quelle aubaine pour les Palestiniens de pouvoir ainsi compter sur les attentions protectrices de leur voisin. Ce futur État ne pourra pas plus envisager d'alliance avec l'Iran qu'avec le Hezbollah. De même, inutile de revenir sur la Résolution 478 du Conseil de sécurité dénonçant l'annexion de Jérusalem-Est lors de la guerre de 1967 comme violation du droit international, la ville sainte étant une fois encore et pour toutes – comprenez, pour l'éternité – déclarée indivisible et sous souveraineté... du peuple élu.

Dans la foulée, le Droit au retour des innombrables réfugiés – Résolution 194 de l'ONU – est lui aussi une nouvelle fois, exclu. Tout comme le gel – illusoire – de l'extension des colonies... malgré l'insistance de la Maison Blanche sur la question.

Sans oublier, l'inévitable rengaine de la reconnaissance par l'Autorité palestinienne, du caractère juif de l'État d'Israël... etc, etc...

Bref, cette vision cauchemardesque, résulte manifestement de la perpétuation d'une mentalité s'apparentant vraiment à ce qui se pratiquait de pire sous le régime de l'apartheid en Afrique du Sud, mais condamné alors par l'ensemble des nations, alors qu'elle semble cette fois, encensée par nos éminences. Ce patchwork de villages épars, divisés, écartelés, emprisonnés entre les colonies tentaculaires et leurs murailles de séparation ressemble à tout sauf à un quelconque État viable, digne de ce nom.

Il n'est qu'une condition qui n'ait pas encore été officiellement adressée aux Palestiniens : un État qui existerait sans le moindre habitant arabe sur son territoire ! Mais patience, avec Avigdor Lieberman comme chef d'une diplomatie israélienne de couleur de plus en plus brune, dont nos représentants à la probité exemplaire n'hésitent pas à serrer la main, cela ne saurait tarder...

Qu'en tirer comme perspectives pour le peuple palestinien ?

Que loin de se rapprocher, l'émergence de leur État semble toujours promise à de funestes et sordides calculs qui entérinent d'autant son éloignement.

Que malgré les pressions de Washington, l'envahisseur israélien mène bien son jeu et teste les réactions d'un Occident toujours aussi servile et complaisant.

Que rien, ab-so-lu-ment rien ne change dans la politique menée par Israël à l'encontre de son voisin, quels que soient le parti, la coalition et les responsables à la tête du pays. Qu'en marge de ces déclarations péremptoires, la situation dans la Bande de Gaza – dont presque plus aucun média ne parle – ne cesse de se dégrader depuis les deux ans que le siège israélien impose lentement mais sûrement son asphyxie, son agonie à un peuple exténué ne survivant que par approvisionnement clandestin à travers un réseau de galeries souterraines telles des ratières – mais n'allez surtout pas qualifier cet enfermement inhumain de camp d'extermination, vous seriez tout aussitôt méprisé, voire traité d'antisémite.

Que pour maquiller ce qui n'est finalement qu'une énième déclaration hostile et méprisante au peuple palestinien, le 1er ministre israélien a sournoisement détourné l'attention de la communauté internationale sur le résultat contestable des élections iraniennes et des menaces qui en résultent.

Et que face à ce qui n'est qu'une série de dictats imposés par l'occupant, et l'engouement honteux que ceux-ci semblent avoir suscités auprès des dirigeants de nos pays toujours enclins à envisager le rehaussement de l'UE avec cet État profondément raciste, les Palestiniens devront se rappeler, encore et toujours, qu'ils ne peuvent vraiment compter que sur eux-mêmes pour résister à leur brutale occupation.

Il ne faudra pas s'étonner que lorsque quelque désespéré n'ayant plus rien à perdre, se radicalisera et se révoltera violemment face à cet état de choses, nos médias et nos grands penseurs – aux petites idées – ne résisteront pas à stigmatiser ces Palestiniens décidément incorrigibles et définitivement terroristes.

Comme déjà écrit à plusieurs reprises, tant au travers d'articles que de livres, la situation des Palestiniens, loin de s'améliorer, n'a de cesse de se détériorer, jour après jour, dans une indifférence quasi générale.

Qu'en tirer comme conclusion, sinon que depuis les décennies d'efforts et de sacrifices consentis par la population opprimée de Palestine pour aboutir à une solution équilibrée, aucun progrès ne semble à l'ordre du jour du côté israélien ? Aucune concession sérieuse, aucune réelle ouverture, pas le moindre sens d'une élémentaire justice. Que du contraire, puisque son étreinte sur les territoires palestiniens se fait de plus en plus cruelle, violente et odieuse et que le nombre de victimes augmente quotidiennement.

Dès lors, et avant que le pire n'advienne, n'est-il pas temps de conclure que les accords de partage de la Palestine pour l'établissement de ces deux États vivant côte à côte tels que décidés en 1947 ne sont manifestement pas viables et définitivement caduques ?

Et d'avoir enfin le courage politique de les revoir de fond en comble avec cette fois, la présence des premiers intéressés – c'est-à-dire les Palestiniens dont on veut confisquer une part importante du territoire – autour de la table...

Daniel Vanhove

Observateur civil

Membre du Mouvement Citoyen Palestine

26 juin 2009

Co-auteur de Retour de Palestine – 2002 – aux Ed. Vista

Auteur de Si vous détruisez nos maisons, vous ne détruisez pas nos âmes – 2005

et de La Démocratie Mensonge – 2008 – parus aux Ed. Marco Pietteur – coll. Oser Dire

<http://www.legrandsoir.info/N-est-il-pas-temps-de-revoir-enfin-serieusement-la-plan-de.html>

3-6 Entretien avec Thierry Meyssan : «Les cinq millions de juifs, les neuf millions de Palestiniens, et les autres populations de Palestine, doivent se retrouver au sein d'un État unique sur le principe « un homme, une voix ».

Un entretien accordé à l'association Égalité et Réconciliation,

Extrait

E&R : Comment voyez-vous évoluer la situation au Proche-Orient, au regard de cette nouvelle administration ?

Thierry Meyssan : Il y a consensus sur un point : Washington doit faire baisser la tension dans cette région, sans pour autant abandonner Israël. Deux options sont sur la table, mais quelle que soit celle qui sera mise en œuvre, elle requiert d'être signée par les courants les plus radicaux. C'est pourquoi Washington a encouragé un gouvernement Netanyahu-Lieberman en Israël et laissera le Hamas et le Hezbollah gagner les prochaines élections dans les Territoires palestiniens et au Liban.

Le premier scénario, imaginé par Zbigniew Brzezinski prévoit simultanément la reconnaissance d'un État palestinien et la naturalisation des réfugiés palestiniens dans les pays où ils se trouvent.

Le tout arrosé d'argent pour indemniser les États absorbant les réfugiés et pour développer Gaza et la Cisjordanie. En outre, le maintien de cette paix serait assuré par une force d'interposition de l'OTAN, sous mandat de l'ONU. Ce plan a le soutien de Nicolas Sarkozy.

La seconde approche est plus rude pour les deux protagonistes. Elle préconise de contraindre les Israéliens à abandonner leurs revendications les plus extravagantes ; tandis qu'elle obligerait les Palestiniens à considérer que la Jordanie est leur patrie naturelle. Ce serait une paix plus économique pour Washington et viable sur le long terme, même si elle serait dure à accepter par les uns et par les autres, et qu'elle impliquerait au passage la fin de la monarchie hachémite. Cette formule est notamment poussée par l'ambassadeur Charles Freeman que le lobby sioniste vient de contraindre à démissionner de la présidence du Conseil National du Renseignement, mais qui dispose de solides appuis dans l'appareil d'État.

E&R : Selon vous, quelle formule d'imposera ?

Thierry Meyssan : Aucune parce que la crise économique sera d'une telle ampleur qu'elle conduira à mon sens à une dislocation des États-Unis et à la fin de l'État d'Israël.

Washington va devoir revoir une nouvelle fois ses ambitions à la baisse. Il va probablement se replier sur le maintien du statu quo. Son action se limitera à empêcher de nouveaux acteurs de prendre sa place.

E&R : Que préconisez-vous à titre personnel ?

Thierry Meyssan : Les cinq millions de juifs, les neuf millions de Palestiniens, et les autres populations de Palestine, doivent se retrouver au sein d'un État unique sur le principe « un homme, une voix ». C'est du reste à mon sens la seule solution qui évite à terme l'expulsion des juifs. Il faut se souvenir de l'apartheid en Afrique du Sud, dont certains annonçaient que sa remise en cause provoquerait l'expulsion ou l'extermination des blancs. On connaît la suite. La mort d'Arafat n'est pas un obstacle car il existe d'autres Mandela en Palestine. Le vrai problème est de trouver un De Clerk coté Israélien. Le Hamas soutiendrait sans aucun doute une telle solution, car elle aurait l'assentiment du peuple.

Plus on repousse les échéances, plus on rend une solution pacifique difficile. La CIA étudie d'ailleurs le scénario catastrophe avec un soulèvement sanglant qui chasserait 2 millions de juifs vers les États-Unis.

Thierry Meyssan

<http://www.voltairenet.org/article159698.html>

3-7 Sattar Kassem : Des Forces de sécurité palestinienne au service d'Israël.

Tuer pour gagner son pain

M. Sattar Kassem, Professeur de Sciences politiques à l'Université Al Najah, à Naplouse, dénonce la brutale répression mise en œuvre en Cisjordanie, pour la sécurité et le bien-être d'Israël, par les Forces de sécurité palestiniennes entraînées par le Lieutenant General Keith Dayton, coordinateur de sécurité états-unien pour Israël et l'Autorité palestinienne.

Obama est venu, Obama est parti, et le thème reste toujours le même, du sang contre du pain comme solution miracle au problème palestinien : vous, Palestiniens, devez respecter les exigences de la sécurité israélienne comme Israël le juge opportun si vous voulez conserver un fragile salaire à la fin du mois.

Pour le simple maintien de son salaire, un Palestinien doit arrêter son compatriote palestinien ou le tuer.

Tuez votre frère palestinien ou votre sœur palestinienne pour être sûr de recevoir un morceau de pain le lendemain.

La politique des États-Unis envers les Palestiniens est l'une des plus cruelles et impitoyables de l'histoire de l'humanité. Elle consiste, au travers des régimes arabes la botte des Américains, à recruter des Palestiniens, à les entraîner, et à les équiper d'armes meurtrières pour combattre ces Palestiniens qui cherchent à recouvrer leur propre liberté et à libérer leurs terres occupées. Les États-Unis prétendent être le champion des droits de l'homme et de la liberté au moment même où ils perpètrent des pogroms et des massacres de masse, directement ou indirectement, en Palestine, en Irak, en Afghanistan et au Pakistan.

Keith Dayton est le tueur et le vampire américain qui est en train d'orchestrer et d'exécuter les atrocités américaines en Cisjordanie. Il est désigné comme le coordinateur américain de sécurité entre les Palestiniens et

les Israéliens, mais il est en fait un affreux et misérable monstre qui cherche à démanteler la société palestinienne en suscitant des dissensions et de violents combats entre factions, comme un moyen de liquider les droits nationaux inaliénables des Palestiniens. Il s'est employé à acheter la loyauté et la coopération de certains Palestiniens qui cherchent toujours à faire monter la tension dans la société palestinienne.

Dayton est l'homme qui a travaillé jour et nuit dans l'intérêt de la sécurité et du bien-être d'Israël, et qui a fidèlement servi l'objectif sioniste d'expulser indirectement les Palestiniens de leur patrie.

Tant de Palestiniens en ont eu tellement assez des tensions et des querelles internes qu'ils ont décidé que leur pays n'était plus leur pays. Au fil des années, les mesures de répression israéliennes ont échoué à parvenir à un aussi sombre et amer résultat, mais Dayton, avec l'aide de ses marionnettes palestiniennes, a obtenu des succès.

Les États-Unis ont alloué à ce jour près de 161 millions de dollars pour mettre sur pied les Forces de sécurité palestiniennes qui assurent les besoins de la sécurité d'Israël, au détriment de la sécurité des Palestiniens. C'est une épouvantable et inhumaine calamité que des Palestiniens soient entraînés et formés à arrêter et tuer des Palestiniens dans l'illusion qu'il s'agit là de la meilleure façon de construire un Etat palestinien. Tout ce qu'en retirent ces Palestiniens fourvoyés et inconscients, ce sont quelques centaines de dollars qui ne suffisent même pas à assurer leurs dépenses mensuelles.

Dayton a entraîné des Palestiniens en Jordanie et à Jéricho. Lors d'une conférence donnée dans un centre pour la paix au Proche-Orient, il a déclaré que ces individus étaient examinés avant d'être recrutés par la sécurité américaine, la sécurité israélienne (Shin Bet) et les services de renseignements jordaniens. (Il a utilisé le verbe « to vet » [comme pour l'examen d'un animal par un vétérinaire (ndt)] au lieu du verbe « to examine », ce qui est une indication de l'avalissement de ces recrues).

Dans son discours, il a précisé que la mise sur pied de ces forces visait deux objectifs : la lutte contre les gangs criminels et la lutte contre le Hamas. Nous, en Cisjordanie, nous n'avons pas vu de réel effort contre les gangs, mais nous avons vu un usage bien réel d'armes à feu contre le Hamas. Dayton a clairement indiqué que, pour les Américains, le principe qui sous-tend la construction des forces palestiniennes est la lutte contre le Hamas. Et il a été très clair devant le Congrès américain lorsqu'il a dit que ces forces ne représentaient aucune menace pour la sécurité d'Israël. Il a demandé au Congrès une rallonge de 59 millions de dollars. Ce Monsieur Dayton a également construit un centre d'entraînement à Jéricho, dans la vallée du Jourdain, pouvant accueillir 700 recrues à la fois.

Il a également été précisé que tout arrangement sécuritaire ou financier qui n'aurait pas été effectué sous le contrôle du Dr Salam Fayyad ne serait pas accepté. Les six Palestiniens tués en Cisjordanie [1] ont suscité la jubilation des Américains qui se sont félicités de ce soi-disant succès de Dayton.

Les Américains trouvent facile de mettre les Palestiniens à genoux pour un morceau de pain. Cela ne leur coûte pas grand chose, et il y a assez de collaborateurs palestiniens prêts à vendre leur pays et leur peuple pour quelques sous ou pour une nuit agréable dans un bordel en Israël ou en Europe.

Je n'appartiens pas au Hamas, mais les forces de Dayton ont démolé ma voiture en 2007, brûlé ma voiture en 2009, et conspiré pour m'emprisonner sur des allégations criminelles en 2009. J'ai été jeté en prison avec des criminels pendant trois nuits sous l'allégation d'avoir déformé l'image d'une personne signalée pour avoir tiré sur ma voiture en 2007, et l'image d'une personne accusée d'avoir tiré sur une personnalité religieuse éminente à Naplouse.

Voilà le Dayton civilisé que nous avons comme représentant de la première démocratie du monde. Au diable la démocratie et, quoi qu'ils fassent, il y a des Palestiniens courageux et dévoués qui ne trahiront jamais leur pays, et qui sont prêts à faire les sacrifices nécessaires pour sa libération.

[1] Voir : « [Police raid sparks West Bank clash](#) », *Al Jazeera.net*, 1er juin 2009.

[Sattar Kassem](#)

Le 8 juin 2009

[Traduction de l'article en français](#)

Traduit de l'anglais par JPH (13.06.2009)

Source : [Silvia Cattori](#)

<http://www.silviacattori.net/...>

Article original en anglais (08.06.2009) :

<http://www.silviacattori.net/article849.html>

http://www.palestine-solidarite.org/analyses.Sattar_Kassem.080609.htm

3-8 John Pilger : Obama : Le sourire du tigre.

[Un bébé âgé de sept mois est mort dans une unité de soins intensifs...](#)

A 7h30 du matin le 3 juin, un bébé âgé de sept mois est mort dans une unité de soins intensifs à l'Hôpital Européen de Gaza dans la bande de Gaza. Il s'appelait Zein Ad-Din Mohammed Zu'rob et souffrait d'une infection pulmonaire qui aurait pu être soignée.

Privés d'accès aux équipements les plus élémentaires, les médecins n'ont rien pu faire. Pendant des semaines, les parents de l'enfant ont tenté d'obtenir une autorisation des Israéliens pour l'emmener à un hôpital à Jérusalem où il aurait pu être sauvé. Comme à de nombreux malades qui recherchent désespérément autorisations, on leur a répondu qu'ils n'en avaient jamais fait la demande. Même s'ils avaient réussi à atteindre le passage d'Erez muni

du document israélien, ils auraient probablement été refoulés pour avoir rejeté les demandes d'officiels de jouer aux espions ou de collaborer d'une manière ou d'une autre.

Le rapporteur spécial auprès des Nations Unies pour les Droits de l'homme dans les territoires palestiniens occupés et professeur émérite de droit international à l'université de Princeton, Richard Falk, qui est juif, a demandé : « est-ce une exagération irresponsable que de comparer le traitement infligé aux Palestiniens aux atrocités collectives commises par les Nazis ? Je ne crois pas. »

Falk parlait du massacre par Israël en décembre et janvier de centaines de civiles sans défense à Gaza, dont de nombreux enfants. Les journalistes ont appelé ça une « guerre ». Entretemps, tout est redevenu normal à Gaza. La majorité des enfants sont sous-alimentés et malades, pratiquement tous présentent des symptômes de désordres psychiatriques, comme d'horribles cauchemars, la dépression et l'incontinence. La liste d'articles interdits à Gaza par Israël est longue. On y trouve le matériel pour nettoyer les déchets toxiques semées par les munitions israéliennes fournies par les Etats-Unis, qu'on soupçonne d'être à l'origine de l'augmentation du nombre de cancers. Les jouets et les équipements des terrains de jeux, comme les toboggans et les balançoires, sont interdits aussi. J'ai vu les ruines d'un parc d'attraction, criblé de balles, que les « colons » israéliens utilisaient comme cible.

Le lendemain de la mort de bébé Zu'rob à Gaza, le Président Barack Obama a prononcé son discours « historique » au Caire, « en tendant la main au monde musulman, » selon la BBC. « Tout comme elle ravage les familles palestiniennes, la crise humanitaire qui perdure à Gaza, » a dit Obama, « ne sert pas les intérêts de la sécurité d'Israël. » C'est tout. L'assassinat de 1300 personnes dans ce qui est devenu un camp de concentration n'a eu droit qu'à 17 mots (dans sa version originale – ndt), énoncés comme une préoccupation pour la sécurité de l'état d'Israël. Ceci n'est pas étonnant. Pendant le massacre de janvier, Seymour Hersh a révélé que « l'équipe d'Obama a fait savoir qu'elle ne soulèverait aucune objection contre le projet de renouvellement des stocks de « bombes intelligentes » et autres appareils de haute-technologie qui étaient déjà acheminés en grandes quantités vers Israël. »

La seule critique formulée par Obama à l'égard d'Israël était « les Etats-Unis ne reconnaissent pas la légitimité de la poursuite des implantations de colonies israéliennes... Il est que temps que cela cesse. »

Ces forteresses en terre palestinienne, pilotées par des religieux fanatiques des Etats-Unis et d'ailleurs, ont été mises hors la loi par le Conseil de Sécurité des Nations Unies et par la Cour Internationale de Justice. Plus précisément, Obama n'a fait aucune allusion aux implantations qui parsèment déjà les territoires occupés et rendent la création d'un état palestinienne impossible, ce qui est leur objectif.

Obama a réclamé « la fin du cycle vicieux de soupçons et de discorde ». Chaque année, depuis plus d'une génération, les Nations Unies enjoignent Israël de cesser son occupation illégale et violente de la Palestine d'après 67 et votent en faveur « du droit du peuple palestinien à l'autodétermination ». Chaque année, les seuls pays à voter contre sont Israël, les Etats-Unis et un ou deux protectorats américains du Pacifique ; l'année dernière, le Zimbabwe de Robert Mugabe s'est joint à eux.

Telle est la nature réelle du « cycle » au Moyen-Orient, qui est rarement présenté comme le rejet déterminé de l'état de droit par Israël et les Etats-Unis : une loi au nom de laquelle toute la colère divine de Washington est tombée sur Saddam Hussein lorsqu'il a envahi le Koweït, une loi qui, si elle était défendue et respectée, apporterait la paix à la fois à la Palestine et à Israël.

Cependant Obama a parlé au Caire comme si ses prédécesseurs à la Maison Blanche avaient été neutres, pour ne pas dire les chantres divins de la Paix, au lieu d'être les souteneurs rapaces et fournisseurs de l'envahisseur (avec la Grande Bretagne). Cette absurdité orwellienne est la règle dans ce que les journalistes occidentaux appellent « le conflit Israélo-palestinien », qui n'est pratiquement jamais abordé sous l'angle de la loi, de la légalité et de l'illégalité, de la justice et de l'injustice – Darfour, oui, Zimbabwe, oui, mais jamais la Palestine. Orwell s'est retourné une autre fois dans sa tombe lorsqu'Obama a dénoncé « les extrémistes violents en Afghanistan et à présent au Pakistan (qui sont) déterminés à tuer autant d'américains que possible ». Il n'a fait aucune mention de l'invasion et des massacres perpétrés par les Etats-Unis dans ces pays. Divin, je vous dis...

Evidemment, et contrairement à George W. Bush, Obama n'a pas dit « vous êtes avec nous ou contre nous ». Il a juste affiché ce sourire et marmonné « nombre de passages éloquentes et de circonstance et saupoudrés de citations extraits du Coran, » a noté l'avocat américain en droit international John Whitbeck. A part ça, Obama n'a proposé aucun changement, aucun plan, sinon « la mantra américaine usée jusqu'à la corde qui dit en substance que seuls les riches, les forts, les oppresseurs et ceux qui font régner l'injustice (principalement les Américains et les Israéliens) ont le droit de recourir à la violence, tandis que les pauvres, les faibles, les opprimés et leurs victimes doivent... se résigner et accepter les miettes que leurs maîtres magnanimes daignent laisser choir. » Et il n'a pas fait la moindre mention du fait que la population qui compte le plus grand nombre de victimes du terrorisme au monde est la population de foi musulmane - victimes d'un terrorisme d'origine occidentale qui n'ose pas dire son nom.

Dans sa « main tendue » au Caire, comme dans son discours « anti-nucléaire » à Berlin, ainsi que l'« espoir » brandi lors de son discours inaugural, ce jeune politicien intelligent est en train de jouer le rôle pour lequel il a été désigné et promu. Ce rôle consiste à parer la puissance Américaine d'un visage bienveillant, séducteur, et même de pop star, afin de pouvoir poursuivre son objectif stratégique de domination globale, sans égards pour le reste de l'humanité, ni des droits ni de la vie de ses enfants.

John Pilger

12 juin 2009

Traduction VD pour le Grand Soir

3-9 Juan Miguel Muñoz : Face à la crise iranienne, le Hezbollah et le Hamas restent prudents.

Ndlr : La publication de L'article ne signifie nullement que la rédaction partage le point de vue de l'auteur mais doit être vu comme information.

Les premières félicitations parviennent au mandataire réélu. « La démocratie a vaincu. »

Ce fut une victoire fulgurante, puisqu'elle a eu lieu dès le premier tour et que le pourcentage qu'il a obtenu démontre que c'est un leader aimé par son peuple », affirma Nawar al Sahili, député du parti-milice chiite libanais du Hezbollah. Fauzi Barhoum, porte-parole du Hamas, soulignait, sans allusions personnelles : nous espérons que l'Iran continuera de soutenir les droits du peuple palestinien, de respecter l'élection démocratique des Palestiniens et qu'il nous aidera à mettre fin au blocus de Gaza ».

Il est clair que les manifestations dans les rues des partisans d'Ahmadinejad et de son opposant Mir Hossein Moussavi, la querelle sur le recomptage électoral et les décisions de la hiérarchie iranienne sur les comices se sont dissipés dans les moyens de communication des deux groupes et c'est à peine s'ils reçoivent l'attention de leurs dirigeants. Durant la nuit de mercredi, le chef Hassan Nasrallah, leader du Hezbollah, réapparut à la télévision. Il parla du discours de dimanche du Premier Ministre israélien, Benyamin Netanyahu ; à propos des élections du Liban (il accusa Saad Hariri de fraude, disant qu'il aurait investi 750 millions de dollars dans l'achat de votes dans les districts où eurent lieu les dépouillages des votes), il évoqua également Barack Obama. Aucun mot sur les élections iraniennes.

On ne comprendrait pas la naissance du Hezbollah sans le soutien financier et humain que reçurent les gardiens de la Révolution iranienne, au début des années 80. Un soutien qui se poursuit, inébranlablement, jusqu'aujourd'hui. Il suffit de visiter la banlieue chiite Haret Hrek de Beyrouth, dévastée par Israël pendant la guerre de l'été 2006, pour se rendre compte que des dizaines de millions d'euros ont été investis dans la reconstruction. Nul n'a de doute quant à l'origine de la majeure partie des fonds.

Le Hamas également compte sur l'aide de l'Iran, bien que plus modeste et plus récente. Les devises et les armes qu'il envoie en Palestine sont beaucoup moins importantes que celles que reçoit le Hezbollah, en grande partie à cause du fait qu'Israël et l'Egypte empêchent que l'arsenal des islamistes palestiniens augmente au rythme auquel peut s'alimenter celui de la milice chiite, qui profite des passages de la frontière syro-libanaise afin de se fournir en armes à faible portée.

L'aide se résume à quelques centaines de millions de dollars annuels, à quelques fusées Katiusha, et à l'entraînement de centaines de miliciens du Hamas dans des camps sur le sol iranien et libanais. Mais l'Iran est l'unique soutien important pour une organisation isolée par la quasi-totalité du monde arabe. Néanmoins, le secret est de rigueur lorsque l'on interroge les chefs du Hamas sur leurs liens avec Téhéran.

Des sources proches du mouvement fondamentaliste consultées hier assurent qu'il n'y a pas d'inquiétude au sein du leadership, même s'ils aimeraient que tout continue comme jusqu'alors. L'ex-premier ministre Moussavi (qui reconnaît le fait historique de l'Holocauste) n'a jamais été un ami de l'Etat sioniste non plus, il décrit d'ailleurs cet Etat pendant les deux dernières décennies comme « une tumeur cancéreuse ». « La peur n'existe pas », affirme la source, « mais Ahmadinejad est une valeur sûre. Cependant, les Islamistes palestiniens, se taisent. Comme rien n'est sûr, il est préférable de ne pas sortir une parole qui pourrait ne pas plaire à Moussavi.

Le Hamas ne peut se permettre de se fâcher avec ses très rares alliés.

Même si, dans le fond, et étant données les différences entre les rivaux politiques iraniens, ils coïncident avec le président des Etats-Unis : l'accès au pouvoir en Iran du candidat appelé réformiste ne supposerait pas non plus un revirement dans les relations du régime perse avec le reste du monde, ni avec le Hamas.

Juan Miguel Muñoz

28 juin 2009

El País

Tout individu a droit à la liberté d'opinion et d'expression, ce qui implique le droit de ne pas être inquiété pour ses opinions et celui de chercher, de recevoir et de répandre, sans considérations de frontières, les informations et les idées par quelque moyen d'expression que ce soit.

" Déclaration Universelle des Droits de l'Homme - Article 19